

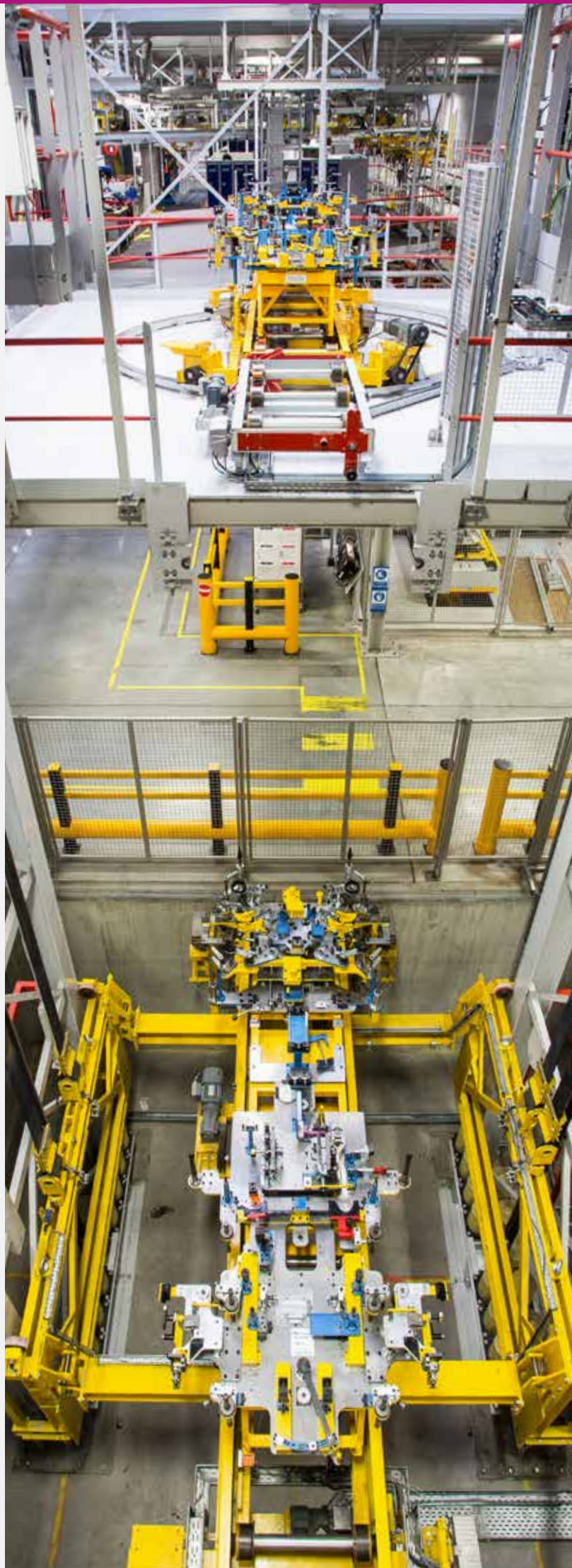


fives

Industry can do it

2021

RAPPORT FINANCIER
#Exercice 2020



PLUS DE 200 ANS D'HISTOIRE

Groupe d'ingénierie industrielle, Fives conçoit et réalise des machines, des équipements de procédé et des lignes de production pour les plus grands industriels mondiaux.

CHIFFRES CLÉS

1 610 M€
de chiffre d'affaires

1 612 M€
d'enregistrements
de commandes

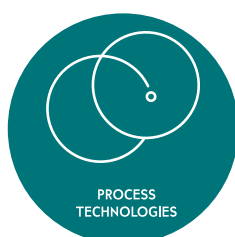
300 M€
de trésorerie

1 372 M€
carnet de commandes
à la clôture

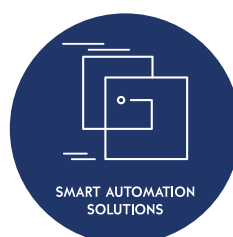
Répartition des enregistrements de commandes par activité :



17%



30%



42%

AUTRES

11%

Enregistrements de commandes par zone géographique



35%

AMÉRIQUES



38%

EUROPE



7%

AFRIQUE
MOYEN-ORIENT



20%

ASIE
OCÉANIE

- CONCEPTION
- FABRICATION
- INSTALLATION
- SERVICE
- MAINTENANCE

+100

implantations
dans près de **30 pays**

+ 8 000

collaborateurs de
79 nationalités différentes

2016

brevets dans **612 familles**,
dont **50 déposés en 2020**

Pour accéder au
RAPPORT D'ACTIVITÉ ET
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
flashez ce QR code



SOMMAIRE

Rapport d'activité	04
Indicateurs extra financiers	10
Gouvernement d'entreprise	16
Renseignements financiers et juridiques	20
Comptes consolidés de l'exercice 2020	23
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	62
Assemblée générale mixte du 7 avril 2021	64
Texte des résolutions	64

RAPPORT DE GESTION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ANNUELLE DU 7 AVRIL 2021

1. ACTIVITÉ DU GROUPE FIVES EN 2020

1.1. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

L'année 2020 s'est ouverte sur la pandémie de la COVID-19, d'abord en Chine, puis surtout en Europe, ainsi que dans la majorité des géographies dans lesquelles évolue le Groupe. Cette crise sanitaire a eu des conséquences immédiates, conduisant, en période de confinement quasi-général, à la paralysie de l'économie mondiale, puis durables, la «seconde vague» intervenue en fin d'année ayant enterré les espoirs d'un retour à la normale au sortir d'une période estivale plus clémente. Le monde a ainsi connu, en 2020, sa pire récession depuis des décennies. Les politiques de «stop&go» successives ont par ailleurs affecté la confiance des grands industriels, de même que l'absence de visibilité à court terme sur la sortie de crise, les effets concrets de la vaccination de masse sur la pandémie n'étant pas attendus avant mi-2021.

Dans ce contexte, la grande majorité des donneurs d'ordre du Groupe a adopté une attitude attentiste quant aux décisions d'investissements, qui n'ont cessé d'être reportées, tandis qu'une partie des activités de services a été affectée par la mise à l'arrêt de certaines usines et l'impossibilité de visiter les sites des clients. Seule l'Activité Smart Automation Solutions, tirée par les sous-jacents liés à l'e-commerce et à la distribution (plateformes logistiques automatisées), et dont les perspectives ont été encore renforcées par les contraintes imposées par la crise sanitaire, a continué de croître.

En ligne avec ces tendances, les enregistrements de commandes du Groupe se sont affichés en 2020 à 1612M€, en baisse de 12% par rapport à 2019 (1841M€), dont un effet de change de - 14M€. Ce chiffre masque toutefois des disparités bien plus marquées suivant les segments de marché servis, l'Activité Smart Automation Solutions progressant de 16% tandis que les enregistrements des activités High Precision Machines et Process Technologies baissent respectivement de 22% et 36%.

1.2. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL PAR MARCHÉ

Smart Automation Solutions

La Division conçoit, réalise et installe des solutions de tri haute cadence, de maintenance et d'automatisation à forte valeur ajoutée, à destination des secteurs de l'e-commerce, de la distribution et de l'industrie générale.

Dans le domaine de l'e-commerce et de la distribution, les contraintes concrètes liées à la distanciation sociale et aux situations de confinement, imposées par la crise sanitaire de la COVID-19, ont renforcé les tendances de fond à l'œuvre autour de l'automatisation des centres de tri et des plateformes de stockage. Dans ce contexte, et après une courte période d'attentisme entre mars et juin, les grands donneurs d'ordre (sociétés de messageries express, opérateurs postaux nationaux, sociétés de commerce en ligne, acteurs de la grande distribution et de l'agro-alimentaire) ont confirmé, à partir de la fin du premier semestre, tous les programmes d'investissements à l'étude. L'activité commerciale du Groupe a donc poursuivi, et même accéléré, sa trajectoire de croissance,

enregistrant en particulier plusieurs succès remarquables sur le marché nord-américain.

Sur le segment de l'industrie générale, qui avait notamment été soutenu l'an dernier par des investissements d'automatisation importants dans l'automobile en Europe, le coup d'arrêt a en revanche été marqué sur l'ensemble des marchés servis. De la même façon, dans le domaine des aéroports, où Fives était historiquement peu présent mais venait de recevoir plusieurs intentions de commandes, celles-ci ne se sont jamais mises en vigueur, tous les projets envisagés ayant été interrompus par les conséquences de la crise sanitaire sur le secteur.

Au total, les enregistrements de commandes de la Division s'établissent à 672M€. Portés par la croissance du segment de l'e-commerce, et malgré le ralentissement du segment de l'industrie générale, ils s'affichent en progression de 16% par rapport à 2019 (581M€).

High Precision Machines

L'Activité est spécialisée dans la réalisation de machines-outils haute précision à destination des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'industrie générale.

Dans les domaines de l'automobile et de l'industrie générale, l'activité commerciale s'était déjà fortement contractée en 2019. Bien que toujours inférieur aux niveaux passés, l'investissement a toutefois résisté en 2020 aux États-Unis et en Chine, où le coup d'arrêt porté par la crise sanitaire n'aura finalement duré que quelques mois: après une période d'attentisme, les constructeurs américains ont en effet confirmé les commandes envisagées, tandis qu'en Chine, la politique volontariste visant à accélérer la sortie de crise a fait émerger de nouveaux projets. La baisse d'activité a en revanche été significative en Europe, où la baisse historique de la demande a entraîné une chute de la production, et où la plupart des usines sont encore loin d'avoir retrouvé leurs niveaux d'utilisation des capacités antérieurs à la COVID-19.

Sur le segment de l'aéronautique, l'effondrement du trafic aérien mondial a durablement affecté les finances et le business model des compagnies aériennes, et par ricochet l'ensemble de la filière. Pour les constructeurs et leurs sous-traitants, l'heure est désormais à la baisse des coûts, avec des réductions d'effectifs massives en Amérique du Nord et en Europe, et à la gestion de la trésorerie: tous les nouveaux investissements ont ainsi été gelés, et des coupes significatives ont également été opérées dans les budgets de maintenance, ce qui a pesé sur l'activité commerciale du Groupe, y compris dans le service. Ce contexte a toutefois modifié le paysage concurrentiel de la Division, plusieurs acteurs n'ayant pas survécu à la crise, et fait émerger des opportunités: Fives a ainsi acquis en fin d'année, en France, les actifs et activités de Dufieux, dont l'offre vient compléter son portefeuille dans le domaine de la machine-outil de haute technologie.

Au total, les enregistrements de commandes dans l'Activité High Precision Machines s'affichent ainsi à 275M€, en forte baisse (- 22%) par rapport à une année 2019 (352M€) déjà inférieure aux niveaux historiques (plus

de 400 M€). La crise sanitaire a particulièrement affecté l'activité commerciale dans l'aéronautique et sur le marché automobile européen.

Process Technologies

Spécialisée dans le développement des procédés industriels, l'Activité conçoit, réalise et installe des équipements ou des lignes de production complètes à destination des secteurs de l'aluminium, du ciment, de l'acier et de l'énergie.

Dans les domaines de l'aluminium primaire et du ciment, déjà affectés par des surcapacités régionales et par les difficultés financières rencontrées par plusieurs grands acteurs, la crise sanitaire a pesé sur la demande en 2020 : de façon conjoncturelle dans le ciment, avec l'interruption des chantiers de construction partout dans le monde au cours du premier semestre, et de façon plus structurelle dans l'aluminium, dont deux des marchés finaux (aéronautique et automobile) ont été durement touchés. Ce contexte a doublement pénalisé le Groupe : d'une part, tous les projets d'équipements neufs ont été suspendus, dans l'attente d'une meilleure visibilité ; d'autre part, les activités de services se sont affichées en net recul, de nombreuses usines ayant tourné à des niveaux très éloignés de leurs capacités normatives, lorsqu'elles n'ont pas été purement et simplement arrêtées. Les enregistrements de commandes du Groupe ont ainsi touché en 2020 un point historiquement bas.

Dans le domaine de l'acier, les conséquences de la crise sanitaire se sont également fait sentir. Malgré la confirmation des tendances de fond que constituent le mouvement vers des produits à plus haute valeur ajoutée et la régionalisation autour de trois grandes zones géographiques (États-Unis, Chine et Europe dont notamment Russie), les projets d'investissements attendus ont été décalés tout au long de l'année. Les enregistrements de commandes se sont ainsi établis en net retrait par rapport à 2019, où plusieurs grands contrats avaient été enregistrés.

Dans le domaine de l'énergie, l'effondrement du prix du baril en mars, dans le sillage d'une pandémie devenue mondiale, a affecté les activités du Groupe à destination de l'industrie pétrolière, ainsi que les projets de traitement et de liquéfaction de gaz naturel. L'activité commerciale dans la cryogénie s'est en revanche maintenue sur le segment de la séparation des gaz de l'air, portée par la poursuite du programme d'investissements chinois visant à rendre les unités de production d'acier moins polluantes, et par la demande croissante d'azote pur en Asie, nécessaire à la production de microprocesseurs. Enfin, sur le segment des systèmes de combustion industrielle haute performance, la promotion des solutions développées par le Groupe pour améliorer la performance énergétique et environnementale des installations industrielles a été freinée par les restrictions de déplacements et les difficultés à effectuer des visites de sites.

Les enregistrements de commandes dans l'Activité Process Technologies s'affichent ainsi à 490 M€ en 2020, en forte baisse (- 36%) par rapport à 2019 (761 M€). Marqués par l'absence de grands projets et le recul des services, ils s'établissent sous le précédent point bas (513 M€), qui faisait suite, en 2016, à l'effondrement des prix du pétrole et des matières premières.

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2019	2020
Amériques	476,4	560,7
Asie et Océanie	382,7	320,1
Europe	836,2	622,3
Moyen-Orient et Afrique	145,4	109,3
Total	1 840,7	1 612,4
Dont économies matures	67%	75%
Dont pays émergents	33%	25%
Dont Chine	11 %	9%
Dont Autres	22 %	16%

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ACTIVITÉ

En millions d'€	2019	2020
Smart Automation Solutions	581,3	672,5
High Precision Machines	352,0	274,9
Process Technologies	761,4	490,0
Activités transverses et autres activités	146,0	175,0
Total	1 840,7	1 612,4

Activités transverses et autres activités

Cet ensemble regroupe principalement les activités de Fives dans les domaines de la maintenance industrielle et de la tuyauterie nucléaire en France.

Dans le domaine de la maintenance industrielle, l'activité continue de progresser année après année, auprès des acteurs de la défense, de la logistique et du transport. Différents contrats de maintenance ont par ailleurs été renouvelés au début de l'année dans l'aéronautique et n'ont pas été remis en cause après l'apparition de la pandémie.

Dans le domaine de la tuyauterie nucléaire, au-delà de la poursuite des travaux supplémentaires sur l'EPR de Flamanville, l'année 2020 a été marquée par l'enregistrement d'importants contrats pluriannuels de maintenance et services nucléaires.

Au total, les enregistrements de commandes s'établissent ainsi à 175 M€, en forte hausse (+ 29 M€) par rapport à 2019 (146 M€), ces activités n'ayant été que marginalement affectées par la crise sanitaire.

2. PERFORMANCE FINANCIÈRE

2.1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en normes IFRS.

Le périmètre de consolidation est comparable à celui de l'exercice précédent :

- il inclut pour la première fois la société Fives Grinding Mexico, qui constitue le prolongement de l'Activité High Precision Machines au Mexique ;
- il intègre également un pôle foncier (une foncière et plusieurs SCI) créé en 2020 et regroupant les actifs immobiliers détenus par le Groupe en France.

Les cours des principales devises fonctionnelles du Groupe se sont dépréciés par rapport à l'euro en 2020 :

- la variation des cours moyens a généré des effets de change défavorables sur le chiffre d'affaires (- 14 M€) et l'EBITDA (- 0,8 M€) ;
- la variation des cours de clôture, bien plus significative, a généré des effets de change défavorables sur le carnet (- 32 M€) et sur le résultat financier (perte de change latente de 17 M€).

2.2. IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19

L'apparition de la pandémie en Chine en début d'année, puis de façon généralisée dans le monde entier à partir de mars, a conduit Fives et ses Filiales à mettre en place très tôt des protocoles sanitaires stricts visant à assurer la sécurité des employés et la continuité d'exploitation. Ces protocoles, complétés d'un reporting précis par zone géographique, ont été suivis de façon quotidienne par le Comité de Direction Générale, et adaptés en temps réel aux préconisations des différents gouvernements des pays dans lesquels le Groupe opère.

Le recours au télétravail massif (pour les populations hors ateliers) a été mis en place sans perturbation de l'activité, grâce à des outils informatiques et digitaux adaptés et opérationnels dès le premier jour, qui ont également permis d'assurer à distance une continuité de services aux clients.

En tant que groupe d'ingénierie reconnaissant majoritairement son chiffre d'affaires à l'avancement et bénéficiant d'un carnet de commandes de 1,4 milliard d'euros à l'ouverture de l'exercice 2020, Fives a été en mesure de poursuivre son activité. L'environnement commercial dégradé et les perturbations générées par la crise sanitaire ont toutefois fortement affecté le chiffre d'affaires en 2020.

En termes de géographies, les impacts ont été les plus marqués en Europe, où les périodes de confinement ont été les plus contraignantes, et où les Filiales du Groupe, fortement exportatrices, ont été pénalisées par les restrictions de déplacements. À l'inverse, les Filiales servant principalement leurs marchés domestiques (notamment Filiales américaines, hors segment aéronautique) ont été affectées de façon plus modérée, tandis que le Japon, relativement épargné, et la Chine, qui a rebondi sous l'effet de la politique volontariste menée par le gouvernement, ont effacé au cours de l'année le retard pris au premier trimestre.

Les effets de la pandémie sont répartis sur l'ensemble des lignes du compte de résultat. Bien que certains effets ne puissent pas être isolés précisément, soit parce qu'ils sont la conséquence de la baisse induite du chiffre d'affaires, soit parce que le rattachement à la COVID-19 ne peut être mesuré de façon fiable, la baisse de l'EBITDA est majoritairement imputable à la crise sanitaire, au regard :

- d'un chiffre d'affaires diminuant bien au-delà de l'effet mécanique de la baisse du carnet d'ouverture, reflétant, toutes choses égales par ailleurs, un manque d'activité d'environ 275 M€, dont l'impact sur le résultat n'est compensé que pour moitié par le bénéfice de 35 M€ de subventions et mesures temporaires de soutien mises en place par les États ;
- de la bonne tenue des marges en exécution sur les affaires en cours, le taux de marge en carnet étant resté stable à fin 2020 par rapport à fin 2019, et ce malgré les surcoûts générés par les disruptions d'activité, l'allongement des chantiers et les dispositifs de prévention plus contraignants ;
- des économies structurelles réalisées sous l'effet des actions de réduction de coûts menées, notamment sur la masse salariale (- 31 M€ par rapport à 2019, soit - 6% au total, ou - 7% hors Division Smart Automation Solutions, qui a stabilisé ses ressources dans le contexte de croissance de son activité).

2.3. LIQUIDITÉ

Dans le cadre des programmes de soutien à la liquidité des entreprises mis en place par les différents gouvernements, le Groupe a sollicité ses banques relationnelles pour bénéficier de prêts garantis par les États :

- en France, le Groupe a signé le 30 juin 2020 avec ses principales banques relationnelles un prêt de 200 M€, garanti à 90% par l'État. Ce prêt a été libéré début juillet pour une durée d'un an, extensible à la seule main de Fives et sans conditions pour un à cinq ans supplémentaires à partir de la première date d'anniversaire. Il est d'ores et déjà acquis que le Groupe activera l'option d'extension, pour au minimum trois années supplémentaires. La première échéance d'amortissement interviendra ainsi en juillet 2022 ;
- en Italie, certaines Filiales de Fives ont signé au quatrième trimestre avec leurs banques relationnelles différents prêts pour un montant total de 30,5 M€, garantis par l'État à hauteur de 80% ou 90%. Ces prêts sont amortissables sur des durées de quatre à cinq ans, avec une première échéance d'amortissement au bout de 12 ou 18 mois ;
- aux États-Unis, certaines Filiales de Fives ont signé en fin d'année avec leur banque de référence un prêt de 20 M\$ garanti à 95% par l'État. Ce prêt est établi pour une durée cinq ans avec une première échéance d'amortissement à la fin de la troisième année.

Le Groupe dispose ainsi au 31 décembre 2020 d'une trésorerie disponible de près de 300 M€ (incluant le tirage de près de l'intégralité d'une ligne de crédit revolving de 115 M€ à échéance fin 2024).

2.4. RÉSULTATS DU GROUPE EN 2020

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2020 s'élève à 1 610 M€, en baisse de près de 20 % par rapport à 2019 (1 999 M€). Au-delà de l'effet provenant de la baisse du carnet d'ouverture (estimé à - 6 %), les conséquences de la crise sanitaire se sont fait sentir à double titre. D'une part, la baisse des enregistrements de commandes et le décalage de plusieurs mois d'un certain nombre de mises en vigueur ont pesé sur l'activité ; les Activités High Precision Machines (- 30 %) et Process Technologies (- 26 %) sont ainsi particulièrement affectées. D'autre part, les restrictions de déplacement et les fermetures de sites clients ont engendré des ralentissements dans l'avancement des affaires en cours d'exécution ; la Division Smart Automation Solutions affiche ainsi une baisse (plus légère, à - 7 %) de son chiffre d'affaires, malgré la croissance de son carnet de commandes.

Marge brute

Le taux de marge brute de l'exercice 2020 s'établit à 18,6 %, en baisse de 0,7 point par rapport à 2019 (19,3 %). Les marges sur les affaires en cours d'exécution se sont maintenues, malgré des surcoûts opérationnels et des disruptions engendrés par la situation sanitaire. La baisse significative de l'activité a, en revanche, eu pour conséquence une moindre absorption des salaires et frais fixes de production, qui n'a pas été compensée en totalité par le bénéfice des mesures temporaires de soutien mises en place par les États (25 M€, soit 1,6 % du chiffre d'affaires).

Frais généraux

Les frais généraux s'élèvent à 259 M€ en 2020. Ils baissent de 43 M€ par rapport à 2019 (302 M€) sous l'effet :

- des économies structurelles réalisées au travers des plans de réduction de coûts initiés depuis 2019 et qui se sont poursuivis en 2020 (23 M€) ;
- de la baisse des frais de déplacement et de représentation (14 M€), dont seule une partie s'avèrera à nouveau nécessaire une fois la crise sanitaire passée, les nouveaux modes de travail digitaux ayant démontré leur efficacité ;
- des subventions et mesures temporaires de soutien mises en place par les États (6 M€).

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels, incluant la participation et intéressement des salariés, s'établissent à - 5 M€ en 2020, en amélioration de 7 M€ par rapport à 2019 (- 12 M€), sous l'effet, d'une part, de la constatation d'une subvention d'exploitation de 4 M€ dans le cadre des mesures de soutien mises en place suite à la crise de la COVID-19, et, d'autre part, de la révision à la baisse (- 3 M€) des impacts liés au plan de rémunération fondé sur des actions (majoritairement sans effet sur l'EBITDA).

EBITDA

L'EBITDA du Groupe s'affiche à 81 M€ en 2020, en baisse de 39 M€ par rapport à 2019 (120 M€), cette baisse étant imputable aux conséquences de la crise de la COVID-19.

Il s'établit ainsi à 5 % du chiffre d'affaires, soit seulement 1 point de moins qu'en 2019 (6 %), la baisse des coûts et le bénéfice des mesures de soutien mises en place par les États ayant permis d'absorber en partie la baisse de près de 20 % du chiffre d'affaires.

SYNTHÈSE DES CHIFFRES CONSOLIDÉS

En millions d'€	2019	2020
Chiffre d'affaires	1 998,9	1 610,2
Marge brute	386,3	300,0
Frais généraux	(302,3)	(258,6)
Autres produits et charges opérationnels (dont participation et intéressement)	(12,0)	(5,2)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions	(16,1)	(13,6)
Résultat opérationnel courant (EBIT)	56,0	22,6
EBITDA	120,3	81,5
Résultat opérationnel	38,0	14,7
Résultat financier	(11,0)	(38,3)
Résultat avant impôt	27,0	(23,6)
Charge d'impôt	(26,0)	(24,3)
Quote-part de résultat des sociétés MEE	(23,6)	(26,9)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(22,6)	(74,8)
Résultat net (part du Groupe)	(22,8)	(75,1)

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

En millions d'€	2019	2020
Smart Automation Solutions	582,7	542,1
High Precision Machines	414,1	288,2
Process Technologies	859,5	636,5
Activités transverses et autres activités	142,6	143,4
Total	1 998,9	1 610,2

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2019	2020
Amériques	585,9	450,1
Asie et Océanie	447,8	390,9
Europe	797,4	643,9
Moyen-Orient et Afrique	167,8	125,3
Total	1 998,9	1 610,2
Dont économies matures	64 %	70 %
Dont pays émergents	36 %	30 %
Dont Chine	9 %	11 %
Dont Autres	27 %	19 %

Résultat opérationnel courant (EBIT)

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'affiche à 23 M€ en 2020, en baisse de 33 M€ par rapport à 2019 (56 M€). Par rapport à l'EBITDA, il bénéficie de la baisse des amortissements (- 3 M€) et de la révision des impacts du plan de rémunération fondé sur des actions (- 3 M€).

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe s'établit à 15 M€ en 2020, en baisse de 23 M€ par rapport à 2019 (38 M€).

Il inclut une charge de restructuration de 8 M€ liée à la poursuite des plans de réduction des coûts (après une charge de 18 M€ en 2019), principalement sur les segments de l'aéronautique et de l'automobile (Division High Precision Machines), ainsi que de l'aluminium (Activité Process Technologies).

Résultat financier

Le résultat financier inclut le coût de l'endettement net, le résultat de change (incluant les effets de terme des instruments dérivés de couverture de change et la variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture), les charges financières relatives aux plans de pensions à prestations définies (effet de la désactualisation de l'engagement net du rendement attendu des actifs des plans) et aux IDR en France, ainsi que les revenus des participations. Il s'affiche en perte de 38 M€, à comparer à une perte de 11 M€ en 2019.

	2019	2020
Coût de l'endettement net	(11,0)	(16,0)
Autres éléments financiers	0	(22,3)
- dont résultat de change	1,7	(21,2)
- dont Autres	(1,7)	(1,1)
Résultat financier	(11,0)	(38,3)

Le coût de l'endettement net s'élève à 16 M€ et augmente de 5 M€ par rapport à l'exercice précédent (11 M€), principalement en lien avec l'obtention de prêts garantis par les États.

Le résultat de change s'établit en perte de 21 M€ (à comparer à un profit de 2 M€ en 2019). Il s'explique principalement par les effets liés à la variation des parités euro/dollar sur le solde non couvert (du fait de leur maturité longue) des prêts en dollars consentis par Fives à ses Filiales américaines. Compte tenu de la forte dépréciation du dollar par rapport à l'euro entre la clôture 2019 (1€ = 1,12\$) et la clôture 2020 (1€ = 1,23\$), une perte de change, majoritairement latente (17 M€), est constatée en 2020.

Impôt

La charge d'impôt de l'exercice 2020 s'affiche à 24 M€ et se décompose comme suit :

	2019	2020
Impôt courant	(22,8)	(18,7)
Impôt différé	2,2	(1,2)
Charge d'impôt hors CVAE et IRAP	(20,6)	(19,9)
CVAE / IRAP	(5,4)	(4,4)
Charge d'impôt	(26,0)	(24,3)

La charge d'impôt courant s'établit à 19 M€, en amélioration de 4 M€ par rapport à 2019 (- 23 M€). Elle baisse proportionnellement moins que le résultat opérationnel courant, dans la mesure où un certain nombre de Filiales, opérant sur des segments d'activité ayant bien résisté (Smart Automation Solutions, Énergie ou Acier) ou dans des géographies moins affectées (Japon ou Chine par exemple), n'ont pas constaté de baisse de leur charge d'impôt en 2020.

La variation des impôts différés s'explique principalement par l'absence d'activation en 2020 des déficits générés aux États-Unis dans le domaine de l'aéronautique, compte tenu de la révision des perspectives du secteur du fait de la crise sanitaire de la COVID-19.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

Cette ligne comprend principalement la quote-part de résultat net du sous-groupe AddUp (joint-venture détenue à 50% par Fives et à 50% par Michelin), consolidé par mise en équivalence, qui développe et commercialise des machines et des ateliers de production industriels, et conçoit et fabrique par ailleurs des pièces à haute valeur ajoutée, via la technologie de « fabrication additive métallique » (communément appelée impression 3D métal).

L'activité commerciale du sous-groupe AddUp a été fortement impactée par la crise sanitaire, qui a contribué à retarder les décisions d'investissement (en particulier dans les domaines de l'automobile et l'aéronautique), ralentissant ainsi, provisoirement, le rythme d'adoption d'une technologie de rupture extrêmement prometteuse mais bouleversant les modes de production établis. Dans ce contexte, et avec la poursuite d'efforts de développement (concrétisés par le lancement récent d'une nouvelle génération de machines industrielles hautement performantes), sa contribution au résultat net du Groupe est une perte de 27 M€ en 2020, à comparer à une perte de 24 M€ en 2019. Une progression de l'activité est attendue sur 2021, alimentée par des opportunités de partenariats d'envergure avec certains grands donneurs d'ordre.

Résultat net

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit en 2020 en perte de 75 M€, à comparer à une perte de 23 M€ en 2019. Cette dégradation provient principalement de la baisse de l'EBITDA, liée aux effets de la crise sanitaire, et de la perte de change (majoritairement latente) sur prêts intra-groupe, liée à la dégradation du cours de clôture des principales devises fonctionnelles du Groupe par rapport à l'euro.

3. PERSPECTIVES DU GROUPE EN 2021

Le Groupe termine l'année 2020 avec un carnet de clôture de 1 372 M€, en baisse de 30 M€ par rapport à 2019 (1 402 M€) sous l'effet du change (- 32 M€). A change constant, Fives est donc parvenu à stabiliser son carnet malgré la pandémie, et ce sans en dégrader la qualité, le taux de marge embarqué étant lui aussi resté stable.

Sur ces bases, le chiffre d'affaires de 2021 devrait progresser, porté par le carnet de commandes en forte hausse de l'Activité Smart Automation Solutions, tandis que la sortie de crise attendue à partir du deuxième trimestre (sous l'effet notamment de l'accélération du processus de vaccination) devrait permettre aux Activités High Precision Machines et Process Technologies, qui ont par ailleurs encore abaissé leurs points morts, de rebondir malgré le point bas atteint à la clôture 2020. Les plans de relance massifs prévus par les gouvernements devraient également favoriser une reprise plus nette à partir de mi-2021.

La crise sanitaire a, enfin, accéléré les tendances fondamentales de marché à l'œuvre depuis quelques années :

- la digitalisation des processus internes et de production, visant à optimiser la performance industrielle au travers d'outils intelligents, et à assurer la continuité d'exploitation en pilotant à distance les installations, est au cœur des programmes d'innovation du Groupe ;
- la lutte contre le changement climatique, qui se traduit par une prise en compte croissante des dimensions sociétale et environnementale dans les choix d'investissement. L'offre du Groupe, dans l'Activité Process Technologies notamment, répond à cet enjeu, au travers de technologies permettant de réduire l'empreinte carbone des installations (moins de consommations d'eau et d'énergie, moins d'émissions de CO₂...) ;
- la régionalisation des échanges commerciaux, au regard des questions de souveraineté nationale sur les segments industriels considérés comme stratégiques, de la priorité donnée par les États à soutenir l'emploi et le tissu économique local, et de la complexité croissante à maîtriser des circuits d'approvisionnement long. Cette dimension se reflète dans l'organisation industrielle et les implantations du Groupe, autour des trois grandes zones géographiques que sont l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie.

Ces tendances, largement anticipées par Fives dans ses choix stratégiques, et au cœur de sa raison d'être, renforcent ainsi son positionnement concurrentiel, sa résilience et son potentiel de croissance à moyen terme.

CARNET DE COMMANDES PAR ACTIVITÉ

En millions d'€	31.12.19	31.12.20
Carnet de commandes au 31 décembre	1 402,1	1 372,2
Smart Automation Solutions	504,7	624,5
High Precision Machines	190,3	166,7
Process Technologies	611,9	454,4
Activités transverses et autres activités	95,2	126,6
Total	1 402,1	1 372,2

CARNET DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	31.12.19	31.12.20
Amériques	275,7	365,1
Asie et Océanie	387,3	310,4
Europe	618,4	596,1
Moyen-Orient et Afrique	120,7	100,6
Total	1 402,1	1 372,2
Dont économies matures	62%	67%
Dont pays émergents	38%	33%
<i>Dont Chine</i>	13%	12%
<i>Dont Autres</i>	25%	21%

INDICATEURS EXTRA FINANCIERS

En tant que concepteur de machines, d'équipements de procédé et de lignes de production pour les plus grands groupes industriels du monde, Fives est au cœur de nombreux enjeux de développement durable auxquels l'industrie est confrontée. Pour répondre à ces enjeux de durabilité et de performance industrielle, Fives développe des produits innovants alliant efficacité énergétique, réduction des émissions et sécurité des machines.

Pour nous permettre de répondre au mieux aux demandes de nos clients et plus globalement de l'ensemble de nos parties prenantes sur ces enjeux, des indicateurs ont été identifiés pour piloter et suivre les évolutions du Groupe en matière sociale, environnementale, d'innovation et d'éthique. Le reporting mis en place permet de mesurer l'avancement des actions menées au sein du Groupe, et de rendre compte, régulièrement, des évolutions.

Les reportings RH (indicateurs sociaux) et Innovation sont établis sur le périmètre de consolidation financière. Le périmètre retenu pour la remontée des données Santé Sécurité, Ethique et Environnement est basé sur des critères d'effectifs et d'activité qui peuvent amener des écarts par rapport au périmètre de la consolidation financière.

INDICATEURS SOCIAUX

	2018	2019	2020	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Effectifs	8 658	8 427	8 047	1 567	4 083	1 308	1 089
Effectifs fin d'année venant d'acquisitions effectuées dans l'année	0	0	0	0	0	0	0
Effectifs fin d'année des sociétés entrant dans le périmètre consolidé	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de recrutements (CDI)	1 140	950	877	169	482	151	75
Effectifs par genre							
Pourcentage d'hommes	84%	84%	84%	85%	85%	85%	79%
Pourcentage de femmes	16%	16%	16%	15%	15%	15%	21%
Part de femmes dans le management - total	16%	17%	18%				
Part de femmes parmi les Directeurs Généraux	1%	3%	3%				
Part de femmes dans les Comités de direction	14%	15%	20%				
Part de femmes N-2 (managers rapportant directement à un membre du comité de direction)	17%	18%	18%				
Nombre de nationalités	70	65	79				
Effectifs par tranche d'âge							
Moins de 20 ans	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
de 20 à 29 ans	14%	12%	13%	2%	17%	16%	15%
de 30 à 39 ans	27%	28%	28%	20%	28%	23%	45%
de 40 à 49 ans	25%	26%	26%	19%	27%	26%	26%
de 50 à 59 ans	26%	25%	25%	29%	25%	11%	11%
60 ans et plus	8%	9%	7%	19%	4%	3%	3%
Effectifs par ancienneté							
Moins de 5 ans	42%	42%	43%	14%	51%	18%	16%
de 5 à 10 ans	21%	19%	16%	11%	54%	16%	18%
de 11 à 15 ans	11%	12%	14%	7%	63%	16%	14%
de 16 à 20 ans	8%	7%	8%	7%	69%	15%	9%
de 21 à 25 ans	5%	6%	5%	10%	59%	24%	7%
de 26 à 30 ans	5%	5%	5%	12%	62%	16%	11%
de 31 à 35 ans	3%	4%	4%	15%	55%	25%	4%
de 36 à 40 ans	3%	3%	3%	17%	65%	13%	6%
41 ans et plus	2%	2%	2%	38%	40%	18%	4%

*Y compris Moyen-Orient et Australie

	2018	2019	2020
Effectifs par zone géographique			
Amériques	22 %	21 %	19 %
France	50 %	50 %	51 %
Europe (hors France)	15 %	15 %	16 %
Asie et Afrique (y compris Moyen-Orient et Australie)	13 %	14 %	14 %
Effectifs par Activité			
Smart Automation Solutions		18 %	20 %
High Precision Machines		21 %	22 %
Process Technologies		41 %	40 %
Siège social		2 %	2 %
Autres		18 %	17 %
Gestion des compétences et de la mobilité			
Proportion des effectifs passés en CEDRE ¹	63 %	67 %	55 %
Proportion des effectifs ayant régulièrement un entretien d'évaluation	77 %	76 %	71 %
Proportion des effectifs ayant suivi une formation	74 %	70 %	63 %
Nombre de mises à disposition ³	85	154	228
Nombre de personnes rencontrées en entretiens Starter ²	618	559	468

¹ CEDRE : comité de carrière (« Comité d'Évaluation et de Développement des Ressources Humaines »)

² Entretiens starter : bilans d'intégration réalisés 6 à 18 mois après l'arrivée des nouveaux embauchés

³ Nombre de mises à disposition concerne le périmètre France

L'effectif du Groupe atteint 8 047 collaborateurs à fin 2020 : une baisse des effectifs engendrée par la réorganisation de certaines activités servant principalement les industries de l'aluminium, du pétrole & gaz, de l'aéronautique et de l'automobile, en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

La part des femmes dans nos effectifs se maintient à 16 %. L'année 2020 est marquée par la progression de la part totale des femmes à des postes de direction. Début 2020, le Groupe a mis en œuvre le programme Women@Fives afin de promouvoir la représentation des femmes à tous les niveaux de l'organisation et de renforcer l'attractivité de Fives pour les candidatures féminines.

Si les chiffres relatifs aux processus mis en place pour assurer le développement des compétences et de la mobilité sont globalement en baisse en 2020 par rapport à 2019, ils sont à observer au regard du contexte COVID-19. Ils démontrent que malgré ce contexte, il n'y a pas eu de relâche, que les comités se sont tenus partout où ils pouvaient l'être – ou se sont décalés en début d'année suivante. Les équipes ont continué de bénéficier de formations, pour la plupart retravaillées pour être dispensées en classe virtuelle, à distance.

Les mises à disposition de collaborateurs entre entités ont significativement augmenté en 2020 avec 228 contrats de mise à disposition. Dans le cadre de ce dispositif permettant la mutualisation des compétences entre entités du Groupe, 16 entités ont pu ainsi apporter à 26 autres entités, savoir-faire et connaissances métiers. Ce dispositif contribue par ailleurs à optimiser la gestion des ressources du Groupe, les entités en forte charge (et notamment la Division Smart Automation Solutions) ayant pu s'appuyer sur des collaborateurs provenant d'autres Divisions où les niveaux d'activité ont été affectés par la crise sanitaire.

INDICATEURS INNOVATION

	2018	2019	2020
Dépenses R&D en millions d'€	34,1	33,6	28,8
Nature des dépenses en R&D			
Coûts des brevets et marques	8%	8%	9%
Standards et formalisation du savoir-faire	8%	7%	8%
Amélioration continue des produits	25%	25%	28%
Développement de nouveaux produits et procédés	43%	46%	40%
Activités de recherche et innovation radicale	17%	14%	16%
Brevets et marques			
Nombre de brevets déposés en vigueur	2113	1952	2016
Nombre de familles de brevets en vigueur	645	609	612
Nombre de premiers brevets déposés (nouvelles inventions brevetées)	45	46	50
Nombre de premiers brevets déposés liés à la performance énergétique et environnementale des équipements	7	8	11
Pourcentage de ces premiers brevets liés à la performance énergétique et environnementale des équipements	16%	17%	22%
Nombre de familles de marques «produits» enregistrées ou en cours d'enregistrement	132	137	139
Nombre de centres de recherche et d'essais			
Nombre de centres de recherche et d'essais ¹	30	30	31
<i>France: 12, Amériques: 8, Europe hors France: 7, Asie : 3</i>			

¹ Toutes les Filiales qui mènent des essais de R&D sur leurs produits dans un espace dédié pour cela sont comptabilisées

Malgré les impacts de la crise sanitaire sur les résultats du Groupe, l'effort de Recherche & Développement est resté significatif en 2020, le nombre de premiers brevets déposés s'affichant même en hausse par rapport à 2019.

La répartition de l'effort entre les activités de recherche, le développement de nouveaux produits et l'amélioration de la gamme existante est sensiblement inchangé par rapport aux années précédentes, ce qui traduit une bonne maîtrise du portefeuille de projets.

Le Groupe a, enfin, mis en place en 2020 un comité digital, constitué de correspondants des Divisions et de responsables par grande thématique (cybersécurité, ressources humaines, IOT, data-science) afin de piloter la feuille de route digitale et de favoriser les synergies entre Divisions.

PRÉAMBULE AUX DONNÉES PAR SITES ET AUX STATISTIQUES ENVIRONNEMENT / SANTÉ SÉCURITÉ / ÉTHIQUE

Le reporting en matière de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) prend en compte l'ensemble des sites ayant un effectif moyen supérieur à 10 en 2020, ainsi que la totalité des sites ayant une activité industrielle.

INDICATEURS TRANSVERSAUX RSE

	2018	2019	2020	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Nombre de Filiales dans le périmètre du reporting RSE	72	74	74	20	19	15	20
Filiales acquises en n-1 rentrées dans le périmètre RSE en n	2						
Filiales intégrées dans le périmètre RSE	2	2					
Nombre total de sites	105	108	108	22	40	20	26
Sites industriels	44	43	44	12	17	8	7
Sites de bureaux	31	31	31	5	10	6	10
Sites mixtes, centres d'essais et agences	30	34	33	5	13	6	9
Système de management							
Nombre de sites certifiés ISO 9001	71	74	77	13	31	16	17
Nombre de sites en cours de certification ISO 9001	1	2	1	0	0	0	1
Communauté Santé Sécurité Environnement (SSE)							
Nombre de correspondants SSE Groupe	75	80	80				
Nombre d'auditeurs SSE Groupe	25	16	16				
Nombre d'audits SSE Groupe réalisés	6	50 ¹	0 ²				

* Y compris Moyen-Orient et Australie

¹ En 2019, les visites sont incluses en plus des audits

² En 2020, aucune visite ni audit SSE dans le contexte de la crise COVID-19

INDICATEURS ÉTHIQUE

Formations Éthique des affaires	2019	2020	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Personnes formées en présentiel	207	395	130	146	72	47
Personnes formées en e-learning	225	0	0	0	0	0

* Y compris Moyen-Orient et Australie

En 2020, la Direction Conformité Groupe a continué le déploiement du dispositif de prévention de la corruption, en formant près de 400 collaborateurs à distance.

Par ailleurs, de nouveaux de e-learning, notamment en matière de conformité à l'exportation ont été développés fin 2020. Ils seront mis à disposition des collaborateurs intervenant dans le processus commercial international, à partir de 2021.

INDICATEURS SANTÉ SÉCURITÉ

	2018	2019	2020
Nombre de sites industriels	44	43	44
Nombre de sites certifiés sécurité*	28	29	33
Nombre de sites en cours de certification sécurité	2	1	2
Pourcentage de sites industriels certifiés sécurité	32%	33%	39%
Pourcentage de Filiales avec une politique Santé Sécurité écrite et diffusée	88%	88%	88%
ETP ⁽¹⁾ Santé Sécurité dans le Groupe	69,4	71,4	68,8
Nombre d'accidents graves**	1	3 ²	3
Dont nombre d'accidents mortels	0(1 ²)	1	0(2⁴)
Nombre d'accidents avec arrêt de travail ≥ 1j	55	54	37
Taux de fréquence des accidents avec arrêt (TFI) (Nombre d'accidents du travail avec arrêt (≥ 1j) x 1 000 000 / Nombre d'heures travaillées)	3,30	3,39	2,65
Taux de gravité (Nombre de jours d'arrêt suite à accident (≥ 1j) x 1000 / Nombre d'heures travaillées)	0,122	0,200	0,100

¹ ETP : équivalent temps plein

² Rectification de la donnée de 2019 : 3 et non 4 comme inscrit dans les données extra-financières 2019

³ Un accident mortel d'un sous-traitant en Algérie en 2018

⁴ Sous-traitants - 2 décès sur un chantier au Mexique en 2020

* Certifications OHSAS 18001 ou MASE (Manuel d'Amélioration Sécurité des Entreprises), système de management sécurité français

** Accidents graves : accident pouvant générer des séquelles réversibles ou irréversibles significatives, ou pouvant entraîner la mort

Dans le contexte de la crise COVID-19, les Filiales du Groupe se sont fortement mobilisées pour protéger la santé et garantir la sécurité de tous leurs employés, dans le cadre de la continuité de leurs activités.

L'engagement des équipes SSE et de tous les salariés du Groupe est à souligner. Le taux de fréquence des accidents avec arrêt a diminué, passant de 3,39 à 2,65 et le taux de gravité de 0,10 est revenu à un niveau proche de celui de 2018, même meilleur.

En 2021, le Groupe poursuit le déploiement de son plan d'actions santé et sécurité en renforçant les actions engagées en matière de prévention des risques, en amont de toutes les interventions réalisées par nos équipes.

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

	2018	2019	2020	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Nombre de sites certifiés ISO 14001 (tous types de sites confondus)	46	47	50	13	18	11	8
Certification ISO 14001 des sites industriels							
Nombre de sites industriels	44	43	44	12	17	8	7
Nombre de sites industriels certifiés ISO 14001	33	34	35	10	13	8	4
Nombre de sites en cours de certification ISO 14001 (nouvelle certification)	1	3	2	0	1	0	1
Pourcentage de sites industriels certifiés	75%	79%	80%	83%	76%	100%	57%
Certification ISO 14001 des autres types de sites (bureaux, sites mixtes, centres d'essais, agences)							
Nombre de sites non industriels certifiés ISO 14001	13	13	15	3	5	3	4
Pourcentage de sites non industriels certifiés	21%	20%	23%	30%	22%	25%	21%
Système de management de l'environnement							
Pourcentage de sites avec une politique Environnement écrite et diffusée	65%	67%	68%	64%	65%	85%	62%
ETP** Environnement dans le Groupe	22,9	25,2	22,4	4,48	9,97	5,22	2,75
Consommation d'énergie en GWh							
Consommation d'électricité en GWh	66,0	63,8	61,5	24,8	19,7	5,8	11,3
Consommation de gaz naturel et de fioul en GWh	64,7	62,7	56,4	27,7	16,8	10,3	1,6
Consommation totale d'énergie en GWh	130,6	126,4	117,9	52,5	36,5	16,1	12,8
Consommation d'énergie en k€							
Consommation d'électricité en k€	6115	6625	6156	2103	2022	835	1195
Consommation de gaz naturel et de fioul en k€	1805	1970	1746	443	757	470	76
Consommation totale d'énergie en k€	7920	8595	7901	2546	2779	1304	1271
Consommation d'énergie kWh par heure travaillée (salariés + intérimaires)	7,8	7,9	8,4	18,1	5,5	7,6	5,6
Consommation d'eau							
Consommation d'eau (sites industriels) en m³	89 014	99 204	86 420	29 708	25 358	9 864	21 490
Consommation d'eau (sites industriels) en k€	247	300	246	123	73	36	14

* Y compris Moyen-Orient et Australie

** ETP : équivalent temps plein

Si la crise sanitaire de 2020 a perturbé le planning de certification de certains sites, la dynamique de certification ISO 14001 s'est tout de même poursuivie en 2020. Avec la certification du nouvel atelier de Fives services Gulf au Bahreïn, ce sont désormais 80 % des sites industriels du Groupe qui sont certifiés ISO 14001. Deux autres sites du Groupe sont en cours de certification et devraient être certifiés courant 2021.

La réduction du niveau d'activité et le recours massif au télétravail ont conduit à une baisse significative de la consommation énergétique du Groupe en 2020 : celle-ci a chuté de 7 % par rapport à 2019.

Cette baisse n'a néanmoins pas suivi celle sur les heures travaillées (baisse de 13 %) : la consommation énergétique/heure travaillée a donc augmenté de 7 % par rapport à l'année dernière. Cela s'explique par le fait que certaines consommations d'énergie (notamment celles liées à l'éclairage et au chauffage des locaux) ne sont pas totalement dépendantes du niveau d'activité.

La consommation d'eau a quant à elle suivi l'évolution des heures travaillées : étant directement corrélée à la présence des salariés sur site, celle-ci a donc baissé de 13 % sur la consommation par rapport à 2019.

Au global, la facture d'énergie et d'eau du Groupe a baissé de près de 8 % en 2020, ce qui représente une baisse de près de 750 k€.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Fives, Société par Actions Simplifiée (SAS), est présidée par Frédéric Sanchez, assisté d'un Directeur Général Délégué, Martin Duverne, et agit sous le contrôle d'un Comité de Surveillance.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale est assumée par le Président assisté d'un Directeur Général Délégué.

Le Président représente Fives à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Fives dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions expressément attribuées par la loi et les statuts à la collectivité des associés et au Comité de Surveillance.

Le Directeur Général Délégué assiste le Président. Il dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Président et est soumis aux mêmes limitations de pouvoirs que ce dernier.

COMPOSITION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Frédéric Sanchez, 61 ans, Président.

Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018 pour une durée indéterminée.

Martin Duverne, 64 ans, Directeur Général Délégué.

Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018 pour une durée indéterminée.

LE COMITÉ DE SURVEILLANCE

Le Comité de Surveillance est un organe statutaire de Fives. Ses principales missions sont les suivantes :

- Il prend connaissance du rapport trimestriel établi par le Président sur la bonne marche du groupe Fives.
- Il contrôle et vérifie les comptes sociaux et consolidés annuels de Fives qui lui sont présentés par le Président et, le cas échéant, le Directeur Général Délégué dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice. S'il le souhaite, il présente aux associés ses observations sur le rapport de gestion du Président ainsi que sur les comptes sociaux et consolidés annuels.
- Il statue sur les demandes d'approbation préalable portant sur les décisions et opérations qui lui sont soumises.
- Il peut décider de la constitution de comités spécifiques chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis. Dans ce cadre, un Comité d'Audit a été créé.
- Il peut en outre, dans le cadre de ses attributions, se saisir de toute question intéressant Fives et ses Filiales, opérer à tout moment les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut également se

faire communiquer, sur sa demande et dans des délais raisonnables, les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ DE SURVEILLANCE

Philippe Reichstul, 72 ans, Président et membre du Comité de Surveillance. Nommé à ces fonctions le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Alain Cianchini, 38 ans, membre du Comité de Surveillance.

Nommé à cette fonction le 23 janvier 2020, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2022.

François Dufresne, 60 ans, membre du Comité de Surveillance.

Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Dominique Gaillard, 61 ans, membre du Comité de Surveillance.

Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Heyoung H Lee Bouygues, 49 ans, membre du Comité de Surveillance.

Nommée à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Antonio Marcegaglia, 57 ans, membre du Comité de Surveillance.

Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Jean-Georges Malcor, 64 ans, membre du Comité de Surveillance.

Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Laurence Parisot, 62 ans, membre du Comité de Surveillance.

Nommée à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Jean-Dominique Senard, 68 ans, membre du Comité de Surveillance.

Nommé à cette fonction le 24 mai 2019, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2021.

Les organes sociaux de Fives sont assistés dans leurs prises de décisions par des organes opérationnels dont un Comité de Direction Générale soutenu par un Comité Exécutif et des Comités de Coordination et d'Orientation par pays.

LE COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

Placé auprès du Président de Fives, le Comité de Direction Générale :

- arrête les politiques transverses du Groupe et définit ses priorités,
- gère les questions opérationnelles et organisationnelles communes aux Divisions,
- réalise les arbitrages budgétaires,
- et réfléchit aux évolutions structurelles et stratégiques du Groupe.

Il gère également les événements imprévus ayant potentiellement un impact significatif sur la vie du Groupe ainsi que les crises ou cas d'urgence.

Il se réunit au moins une fois toutes les six semaines.

COMPOSITION DU COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

Frédéric Sanchez, 61 ans, Président
Martin Duverne, 64 ans, Directeur Général Délégué
Denis Mercier, 61 ans, Directeur Général Adjoint Fives
Suresh Abye, 42 ans, Directeur Financier
Raphaël Constantin, 51 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division High Precision Machines
Alain Cordonnier, 60 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Cement & Minerals
Sébastien Gauguier, 45 ans, Président de la Division Aluminium
Guillaume Mehlmán, 56 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Steel & Glass
Céline Morcrette, 42 ans, Directrice des Ressources Humaines
Luigi Russo, 47 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Smart Automation Solutions
Michelle Shan, 55 ans, Directrice Pays Chine
Frédéric Thrum, 49 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Energy

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif est principalement chargé d'assurer la mise en œuvre des décisions prises par le Comité de Direction Générale et d'examiner la pertinence et l'efficacité des politiques transversales sur la base du retour d'expérience de leur application. C'est un lieu d'échange, d'information et de partage d'expérience pour ses membres ayant vocation à renforcer la transversalité des actions du Groupe.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif est composé des membres du Comité de Direction Générale :

Frédéric Sanchez, 61 ans, Président
Martin Duverne, 64 ans, Directeur Général Délégué
Denis Mercier, 61 ans, Directeur Général Adjoint Fives
Suresh Abye, 42 ans, Directeur Financier
Raphaël Constantin, 51 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division High Precision Machines
Alain Cordonnier, 60 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Cement & Minerals
Sébastien Gauguier, 45 ans, Président de la Division Aluminium
Guillaume Mehlmán, 56 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Steel & Glass
Céline Morcrette, 42 ans, Directrice des Ressources Humaines
Luigi Russo, 47 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Smart Automation Solutions
Michelle Shan, 55 ans, Directrice Pays Chine
Frédéric Thrum, 49 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Energy

Ainsi que des personnes suivantes :

Hervé Boillot, 51 ans, Directeur Fusions & Acquisitions, Stratégie
Daniel Brunelli-Brondex, 60 ans, Directeur Pays Inde
Jean-Marie Caroff, 59 ans, Directeur du Développement International
Arnaud Lecœur, 50 ans, Directeur Juridique
Frédéric Renaud, 68 ans, Directeur Pays Italie
Thierry Valot, 53 ans, Directeur Innovation & Digital

LES COMITÉS DE COORDINATION ET D'ORIENTATION PAYS

Ces comités assurent, par zone géographique, la mise en œuvre des politiques transversales arrêtées par le Comité de Direction Générale, les adaptent, le cas échéant, aux spécificités de chaque pays, et favorisent les synergies entre Filiales d'un même pays appartenant à des Divisions différentes.

Ces comités sont également des lieux d'échanges des bonnes pratiques entre Filiales d'une zone géographique, et d'informations (sur le Groupe, le pays...). Ils ont aussi pour mission d'attirer l'attention de la Direction Générale du Groupe sur des enjeux spécifiques au pays.

Ils réunissent les Directeurs Généraux des Filiales du pays concerné ainsi que les Directeurs Fonctionnels dudit pays (en fonction des sujets traités). Ils sont présidés par les Directeurs Pays. Un membre du Comité de Direction Générale participe systématiquement à ces réunions.

Ils se réunissent trois à quatre fois par an.

LE DIRECTEUR PAYS

L'ensemble des sociétés du Groupe œuvrant dans un même pays (ou région) est placé, à l'intérieur d'une structure matricielle, sous l'autorité d'un Directeur Pays, qui :

- soutient l'activité commerciale du Groupe dans les Pays qu'il supervise ;
- anime, le cas échéant, le Comité de Coordination et d'Orientation dudit pays ;
- est le correspondant privilégié des départements fonctionnels de Fives et, à ce titre, coordonne le support apporté par ceux-ci aux Filiales du pays ;
- anime la communauté des représentants des départements fonctionnels locaux, en lien avec les départements fonctionnels de Fives et en tenant compte des particularités locales ;
- veille à ce que les instructions et directives de Fives soient comprises et respectées et, le cas échéant, informe Fives de leurs difficultés d'application ;
- assiste Fives dans le processus d'intégration des Filiales nouvellement acquises ;
- gère la relation locale de Fives avec les parties prenantes locales et coordonne la relation des Filiales du pays avec celles-ci ;
- est une force de proposition sur les synergies pays.

LE COMITÉ D'AUDIT

Ce comité a été créé par le Comité de Surveillance.

Il a pour mission générale d'assister le Comité de Surveillance dans le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations financières et comptables, et plus particulièrement :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;

- du contrôle des comptes sociaux et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ D'AUDIT

Dominique Gaillard, Président du Comité d'Audit.

François Dufresne, membre du Comité d'Audit.

Alain Cianchini, membre du Comité d'Audit.

Heyoung H Lee Bouygues, membre du Comité d'Audit.

LE CONTRÔLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations s'inscrivent dans le cadre défini par les valeurs fondamentales du Groupe, les lois et règlements applicables, les orientations données par les organes sociaux et les normes et règles internes ;
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.

Concernant la prévention et la maîtrise des risques, l'organisation du groupe Fives est fondée sur :

- la qualité, l'implication et la responsabilisation des équipes de direction des sociétés du Groupe ;
- une coordination par Division et, le cas échéant, par Business Unit ;
- la mise en œuvre, dans le cadre d'un processus concerté entre les différentes sociétés du Groupe et leur Division de rattachement, de Directives, constituant un instrument privilégié de maîtrise des risques et servant également d'assise aux limitations internes apportées par les Conseils d'administration (ou organes équivalents) des sociétés du Groupe aux pouvoirs de leurs Directeurs Généraux (ou fonctions équivalentes).

En particulier, chaque offre engageante significative fait l'objet d'une revue approfondie dont l'objectif est d'éviter de prendre des risques susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'équilibre financier du futur contrat ou de nature à affecter de manière négative l'activité ou l'image de la société dans un secteur industriel ou géographique déterminé.

De la même façon, chaque affaire en cours significative fait l'objet, au minimum une fois par trimestre, d'une revue détaillée impliquant les principaux dirigeants de chacune des sociétés du Groupe dans le but d'effectuer un diagnostic précis sur le déroulement de l'affaire et ses enjeux contractuels, techniques et financiers, et de prendre toute décision appropriée.

Concernant l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière, le contrôle interne s'articule autour des éléments suivants :

- la mise en place d'une filière professionnelle comptable et financière commune au groupe Fives développant l'expérience des personnels ;
- un référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation homogènes ;

- un outil de consolidation et de gestion intégré et commun au Groupe, permettant de s'assurer de la concordance des données comptables et des informations de gestion.

LE CONTRÔLE EXTERNE

Les Commissaires aux comptes de la société sont :

– **Ernst & Young et Autres**, représenté par Pierre Jouanne, renouvelé dans ses fonctions le 28 juin 2018.

– **Deloitte & Associés**, représenté par Pascal Colin, renouvelé dans ses fonctions le 28 juin 2018.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes effectuent une revue limitée des comptes consolidés semestriels et un audit complet des comptes sociaux et consolidés annuels. Les comptes sociaux et les comptes consolidés de la société ont fait l'objet, jusqu'à présent, de certifications sans réserve.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ET JURIDIQUES

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Capital social

Le capital social de Fives s'élève au 31 décembre 2020 à 102 723 764€. Il est divisé en 2185 612 actions de 47€ de nominal chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont nominatives.

Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital.

Évolution du capital social

Le capital social n'a fait l'objet d'aucune évolution au cours de l'exercice 2020.

Actionnariat

Le principal associé de Fives au 31 décembre 2020 est la société Novafives. Sa participation dans le capital social s'élève à 99,99%.

Plan d'options d'achat d'actions et attribution gratuites d'actions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2020, de plan d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuites d'actions qui auraient été mis en place par la société.

Dividendes / Distribution de réserves

Il n'a été versé aucun dividende au titre des exercices 2018, 2019 et 2020.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Dénomination et siège social

Fives, 3 rue Drouot, 75009 Paris.

Forme juridique

société par Actions Simplifiée depuis le 20 décembre 2018.

Durée

La durée de la société est fixée jusqu'au 1^{er} janvier 2039, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Registre du commerce

542 023 841 RCS Paris.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Objet social (résumé de l'article 2 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger toutes activités d'ingénierie dans les domaines de l'industrie et notamment dans les domaines liés à la production et à l'utilisation de l'énergie, à la production de l'aluminium, du ciment, du verre, de l'acier, du sucre et de produits chimiques, à l'industrie manufacturière (automobile, aéronautique, logistique...) et, dans ce cadre, toutes activités concernant l'étude, la mise au point et la réalisation de projets de toute nature sous forme de prestations de services, de bureau d'études et d'ingénieur conseil ainsi que la conception, la mise au point, l'acquisition de tous droits de propriété, de tous procédés et de tous moyens de fabrication industriels, la conclusion de toutes licences ou de tous accords relatifs à ces biens.

Affectation et répartition des résultats (résumé de l'article 27 des statuts)

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour être affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint le dixième du capital social ; il retrouve son caractère obligatoire lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le solde augmenté, le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui décident souverainement de son affectation. À ce titre, ils peuvent, en totalité ou partiellement, l'affecter à la dotation de toutes réserves générales ou spéciales, le

reporter à nouveau ou le répartir entre les associés, conformément aux dispositions des articles L. 232-11 et suivants du Code de commerce.

Le solde, s'il en existe, est attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, est réparti par décision de la collectivité des associés statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 23 des statuts, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 23 des statuts et conformément aux dispositions des articles L. 232-11 et suivants du Code de commerce, peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés inscrites au bilan à un compte spécial et reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Conditions de tenue des Assemblées générales (résumé des articles 21, 22 et 23 des statuts)

La consultation de la collectivité des associés est effectuée à l'initiative du Président de la société, de l'un des Directeurs Généraux Délégués, s'ils ont été nommés, du Comité de Surveillance ou d'un ou plusieurs associé(s) détenant (individuellement ou ensemble) plus de 50 % du capital social de la société.

Les décisions collectives résultent, (i) d'une assemblée générale, (ii) d'une consultation écrite ou (iii) d'un acte sous seing privé exprimant le consentement de tous les associés. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance. Le président de séance désigne le secrétaire de séance qui peut être un associé ou un tiers.

Les décisions de la collectivité des associés, qu'elles soient sous seing privé, résultant d'une consultation écrite ou d'une assemblée générale, sont retranscrites sur des procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé, tenu selon les modalités précisées aux articles R. 225-22 et R. 225-49 du Code de commerce (sur renvoi de l'article R. 225-106 du Code de commerce).

Chaque associé peut participer à toutes les décisions collectives quelles qu'elles soient, par lui-même ou par le mandataire de son choix, et dispose d'autant de voix qu'il possède d'actions, sans limitation.

Sauf lorsque l'unanimité est requise, la collectivité des associés ne délibère valablement que si les associés, présents ou représentés, rassemblent plus de la moitié des actions de la société ayant droit de vote.

Les décisions collectives des associés sont prises à l'unanimité des associés lorsque la loi le requiert ; les autres décisions collectives sont adoptées à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés.

Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société et en particulier les statuts, procès-verbaux des décisions collectives des associés et rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés par les associés au siège social.

SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS	24	3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	36
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL.....	24	3.1. Impacts de la crise sanitaire COVID-19.....	36
BILANS CONSOLIDÉS.....	25	3.2. Liquidité.....	36
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	26	4. COMPARATIBILITÉ DES EXERCICES	36
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES.....	27	5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION.....	36
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	28	6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	37
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	28	6.1. Information par secteur opérationnel.....	37
2. PRINCIPES COMPTABLES.....	28	6.2. Chiffre d'affaires.....	40
2.1. Déclaration de conformité.....	28	6.3. Charges de personnel et effectifs.....	40
2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés.....	28	6.4. Frais de recherche et développement	40
2.3. Présentation des états financiers.....	28	6.5. Autres produits et charges opérationnels	40
2.4. Méthodes de consolidation.....	28	6.6. Dotations aux amortissements incluses	
2.5. Jugements et estimations significatifs	29	dans le résultat opérationnel courant	40
2.6. Transactions en devises étrangères.....	29	6.7. Coûts de restructuration.....	40
2.7. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro.....	29	6.8. Résultat de cessions et frais d'acquisitions.....	40
2.8. Information sectorielle.....	30	6.9. Résultat financier.....	41
2.9. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition	30	6.10. Impôts courants et différés.....	41
2.10. Frais de recherche et développement	30	6.11. Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence.....	43
2.11. Immobilisations incorporelles.....	30	6.12. Écarts d'acquisition	43
2.12. Immobilisations corporelles	31	6.13. Immobilisations incorporelles.....	44
2.13. Contrats de location	31	6.14. Immobilisations corporelles	44
2.14. Pertes de valeur des écarts d'acquisition,		6.15. Actifs financiers courants et non courants.....	45
immobilisations incorporelles ou corporelles.....	31	6.16. Stocks et travaux en cours.....	46
2.15. Actifs financiers (hors instruments dérivés).....	32	6.17. Actifs et passifs de contrats.....	46
2.16. Passifs financiers (hors instruments dérivés).....	32	6.18. Créances clients.....	46
2.17. Instruments dérivés.....	32	6.19. Autres actifs courants.....	47
2.18. Carnet de commandes.....	33	6.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie	47
2.19. Chiffre d'affaires.....	33	6.21. Tableau des flux de trésorerie.....	48
2.20. Actifs et passifs de contrats.....	34	6.22. Capitaux propres	49
2.21. Stocks et travaux en cours (hors actifs et passifs de contrat).....	34	6.23. Provisions courantes et non courantes.....	49
2.22. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	34	6.24. Dettes financières courantes et non courantes.....	53
2.23. Provisions.....	34	6.25. Autres passifs courants et non courants.....	55
2.24. Engagements en matière de retraites.....	34	6.26. Gestion des risques financiers.....	55
2.25. Provision pour médailles du travail	35	6.27. Valeur des actifs et passifs financiers par catégorie	58
2.26. Rémunération fondée sur des actions.....	35	6.28. Engagements hors bilan.....	59
2.27. Impôts sur les résultats.....	35	6.29. Parties liées.....	59
		6.30. Honoraires des commissaires aux comptes.....	59
		6.31. Événements postérieurs à la clôture.....	59
		6.32. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2019.....	60

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	31.12.20	31.12.19
Chiffre d'affaires	6.2	1 610 235	1 998 890
Coût des ventes		(1 310 237)	(1 612 555)
Marge brute		299 998	386 335
Frais commerciaux		(91 346)	(112 327)
Frais administratifs		(146 617)	(166 542)
Frais de recherche et développement	6.4	(20 656)	(23 461)
Participation et intéressement des salariés		(4 112)	(3 974)
Autres produits et charges opérationnels	6.5	(1 057)	(8 001)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	6.6	(13 572)	(16 060)
Résultat opérationnel courant		22 638	55 970
Coûts de restructuration	6.7	(8 343)	(18 464)
Pertes de valeur		431	(3 333)
Résultat de cessions et frais d'acquisition	6.8	(24)	3 853
Résultat opérationnel		14 702	38 026
Coût de l'endettement financier net	6.9	(15 996)	(11 058)
Autres produits et charges financiers	6.9	(22 262)	67
Résultat financier		(38 258)	(10 991)
Résultat avant impôt		(23 556)	27 035
Produit / (Charge) d'impôt	6.10	(24 345)	(26 046)
Quote-part de résultat des S.M.E.	6.11	(26 874)	(23 582)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(74 775)	(22 593)
Part du Groupe		(75 113)	(22 817)
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		338	224

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	31.12.20	31.12.19
Résultat net de l'ensemble consolidé		(74 775)	(22 593)
Variation des écarts de conversion		(9 704)	3 929
TOTAL Éléments recyclables ultérieurement en résultat		(9 704)	3 929
Gains et pertes actuariels	6.23	(3 044)	(9 877)
Impôts différés sur les pertes et gains actuariels		648	1 666
Variation de juste valeur des actifs financiers à la JV par autres éléments du résultat global		(105)	144
Impôts différés sur la variation de juste valeur des actifs financiers à la JV par autres éléments du résultat global		14	(3)
Quote-part provenant des sociétés mis en équivalence, nette			
TOTAL Éléments non recyclables ultérieurement en résultat		(2 487)	(8 070)
Résultat global		(86 966)	(26 734)
Attribuable:			
- Groupe		(87 267)	(26 793)
- Participations ne donnant pas le contrôle		301	59

BILANS CONSOLIDÉS

ACTIFS

En milliers d'euros	Notes	31.12.20	31.12.19
Écarts d'acquisition	6.12	237 408	253 165
Immobilisations incorporelles	6.13	58 506	68 090
Immobilisations corporelles	6.14	200 978	219 194
Actifs financiers non courants	6.15	30 200	52 001
Impôts différés actifs	6.10	35 165	43 715
Actifs non courants		562 257	636 165
Stocks et travaux en cours	6.16	149 647	178 946
Actifs de contrats	6.17	222 351	221 546
Créances clients	6.18	376 507	373 271
Autres actifs courants	6.19	102 316	127 411
Actifs financiers courants	6.15	31 833	5 784
Actifs d'impôts courants		5 828	2 148
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.20	300 220	110 528
Actifs courants		1 188 702	1 019 634
Total actif		1 750 959	1 655 799

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	31.12.20	31.12.19
Capital social		102 724	102 724
Primes et réserves consolidées		271 764	296 446
Écarts de conversion		14 544	24 235
Résultat net part du Groupe		(75 113)	(22 817)
Capitaux propres - Part du Groupe		313 919	400 588
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		1 202	1 705
Capitaux propres	6.22	315 121	402 293
Provisions non courantes	6.23	69 380	67 953
Dettes financières non courantes	6.24	335 991	114 722
Autres passifs non courants	6.25	19 929	12 084
Impôts différés passifs	6.10	4 717	11 080
Passifs non courants		430 017	205 839
Provisions courantes	6.23	70 030	76 874
Dettes financières courantes	6.24	145 861	105 389
Passifs de contrats	6.17	230 812	216 357
Fournisseurs et comptes rattachés		395 984	466 353
Dettes d'impôts courants		10 847	10 115
Autres passifs courants	6.25	152 287	172 579
Passifs courants		1 005 821	1 047 667
Total passifs et capitaux propres		1 750 959	1 655 799

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	31.12.20	31.12.19
Trésorerie à l'ouverture		109 268	146 927
Opérations d'exploitation			
Résultat net total des sociétés consolidées		(74 775)	(22 593)
Élimination de la variation des provisions non courantes		(3 177)	(198)
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations		57 885	64 455
Élimination des plus ou moins values de cession et frais d'acquisition		(3 897)	(3 748)
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		26 874	23 582
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		14 086	2 735
Élimination de la charge/(produit) d'impôt		24 345	26 045
Élimination du coût de l'endettement financier net		15 996	11 058
Capacité d'autofinancement		57 337	101 336
Variation du BFR liée à l'activité	6.21	(30 991)	(57 632)
Impôts sur les sociétés payés		(26 093)	(20 511)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		253	23 193
Opérations d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(23 813)	(27 470)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		5 907	9 916
Variation des actifs financiers		(29 608)	(16 234)
Acquisitions de Filiales sous déduction de la trésorerie acquise		(946)	(6 124)
Flux de trésorerie sur opérations d'investissements		(48 460)	(39 912)
Opérations de financement			
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		(289)	(514)
Variation des dettes financières		247 522	(14 114)
Intérêts financiers nets versés		(10 164)	(10 636)
Intérêts financiers nets reçus		1 267	1 487
Flux de trésorerie sur opérations de financement		238 336	(23 776)
Incidence de la variation des cours de change		148	2 836
Variation de trésorerie		190 277	(37 659)
Trésorerie à la clôture	6.20	299 545	109 268

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Auto détention	Juste valeur des actifs financiers	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2019	102 724	303 957	(11 988)	20 165		967	415 825	9 626	425 451
Résultat net de la période		(22 817)					(22 817)	224	(22 593)
Autres éléments du résultat global			(8 073)	3 956		141	(3 976)	(165)	(4 141)
Résultat net et autres éléments du résultat global		(22 817)	(8 073)	3 956		141	(26 793)	59	(26 734)
Distribution de dividendes								(514)	(514)
Variation de périmètre		158		115			273	(316)	(43)
Variation de valeur de l'engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		3 256					3 256		3 256
Païement en actions		8 058					8 058	(7 151)	907
Variations de périmètre et autres mouvements		32	(63)				(31)	1	(30)
Capitaux propres au 31.12.2019	102 724	292 644	(20 124)	24 236		1 108	400 588	1 705	402 293

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Auto détention	Juste valeur des actifs financiers	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2020	102 724	292 644	(20 124)	24 236		1 108	400 588	1 705	402 293
Résultat net de la période		(75 113)					(75 113)	338	(74 775)
Autres éléments du résultat global			(2 370)	(9 692)		(92)	(12 154)	(37)	(12 191)
Résultat net et autres éléments du résultat global		(75 113)	(2 370)	(9 692)		(92)	(87 267)	301	(86 966)
Distribution de dividendes								(289)	(289)
Païement en actions		903					903		903
Variations de périmètre et autres mouvements		(305)					(305)	(515)	(820)
Capitaux propres au 31.12.2020	102 724	218 129	(22 494)	14 544		1 016	313 919	1 202	315 121

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Fives (la « société ») est une société par actions simplifiée de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 3 rue Drouot, 75009 Paris (France).

Les comptes consolidés de la société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la société, consolidés par intégration globale, ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Les sociétés du Groupe ont pour métier de concevoir et réaliser des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs industriels, partout dans le monde. La spécificité du Groupe réside dans sa maîtrise de technologies propriétaires et dans son savoir-faire en matière d'ingénierie et de gestion de projets complexes.

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Président qui les a arrêtés le 26 mars 2021. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale qui aura lieu le 7 avril 2021.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les comptes consolidés de Fives pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2020. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Les nouveaux textes d'application obligatoire pour le Groupe sont :

- Amendements « Modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS ».
- Amendements aux normes IAS 1 et IAS 8 sur la définition du terme « significatif ».
- Amendements à la norme IFRS 3 « Définition d'une entreprise ».
- Amendement aux normes IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 sur l'incidence de la réforme des taux d'intérêt de référence – phase 1.
- Incidence de la première application des Allègements de loyer liés à la COVID-19 (modification d'IFRS 16).
- Interprétation de l'IFRS IC relative à l'appréciation des durées exécutoires des contrats de location et de l'amortissement des agencements.

De plus, le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée, dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2020, des autres normes et interprétations dont l'application n'est pas encore obligatoire ou qui n'ont pas encore fait l'objet d'une approbation par l'Union européenne :

- Mise à jour des références du Cadre conceptuel des normes IFRS.
- Amendement aux normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 sur l'incidence de la réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2.
- Amendements à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » – classement des passifs en tant que passifs courants et non courants.
- Amendements à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » – comptabilisation des produits générés avant la mise en service.
- Amendements à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » – Références au cadre conceptuel.
- Améliorations annuelles des normes IFRS : Cycle 2018-2020.

Ces évolutions sont en cours d'analyse par le Groupe, qui ne s'attend néanmoins pas à des impacts significatifs.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

<http://data.europa.eu/eli/reg/2008/1126/2018-01-01>

2.2. BASES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs financiers (hors créances et dettes commerciales, et autres actifs financiers détenus jusqu'à échéance), comptabilisés à la juste valeur.

2.3. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », les bilans consolidés sont présentés en distinguant les éléments courants et non courants. En général, les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

2.4. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les Filiales sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé à des rendements variables de cette entité et qu'il a le pouvoir d'affecter ces rendements par sa capacité à diriger les politiques pertinentes de cette entité. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%. Les entreprises associées sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. Les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l'acquisition, diminué des pertes de valeur.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes individuels clôturés au 31 décembre et mis en accord, le cas échéant, avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les incidences de transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

La liste des Filiales et entreprises associées est présentée en note 6.32.

2.5. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Lors de l'établissement des états financiers, la direction du Groupe ainsi que l'ensemble du management sont amenés à exercer leur jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains éléments des états financiers, ce qui inclut des probabilités concernant la réalisation d'événements futurs.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d'expérience ainsi qu'à d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d'hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existant à la date de clôture, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitudes liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-après.

Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les obligations de prestations à l'avancement et provisions sur contrats

Le Groupe comptabilise à l'avancement un certain nombre d'obligations de prestations.

Le chiffre d'affaires et la marge sont ainsi comptabilisés à partir d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat.

Si la revue du projet laisse apparaître une marge brute négative à terminaison, la perte relative aux travaux non encore exécutés est immédiatement constatée.

Le montant total des produits et des charges attendus au titre d'un contrat traduit la meilleure estimation par le management des avantages et obligations futurs attendus pour ce contrat.

Estimation des provisions sur litiges

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les litiges en cours et, le cas échéant, évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources requise pour éteindre l'obligation.

Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et à toute autre occasion dès lors qu'existe un indice de perte de valeur.

Les actifs incorporels et corporels amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre des calculs de valeur d'utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l'entité s'attend à obtenir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs.

Impôts différés actifs

Les actifs d'impôt différé au titre des pertes fiscales reportables sont reconnus dans la limite de la somme des deux éléments suivants: (i) le montant net d'impôt différé passif au titre des différences temporaires et (ii) la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations sur le montant et le degré de probabilité des bénéfices imposables futurs.

Avantages au personnel

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions.

L'évaluation des régimes de pensions ne relevant pas des indemnités de fin de carrière en France est réalisée par des prestataires externes.

En raison du caractère long terme de ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative.

2.6. TRANSACTIONS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Conformément à la norme IAS 21 «Effet des variations des cours des monnaies étrangères», les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

2.7. CONVERSION DES COMPTES DES SOCIÉTÉS HORS ZONE EURO

Les états financiers du Groupe sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale.

Cependant, dans certaines entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu'elle reflète la devise des principales transactions.

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante:

- les bilans sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de ces conversions sont portés en capitaux propres sur la ligne «Écarts de conversion».

2.8. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base du reporting interne utilisé par le Président afin d'allouer les ressources aux différents secteurs et d'évaluer leurs performances. Il n'y a pas de regroupements de secteurs.

Le Président est le «principal décideur opérationnel» du Groupe au sens d'IFRS 8.

Les méthodes utilisées pour mesurer les indicateurs clés de chaque secteur lors de l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

L'information par secteur opérationnel est présentée en note 6.1.

2.9. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle (à l'exception des actifs ou des passifs d'impôt différé et des actifs ou des passifs liés aux avantages des membres du personnel, qui sont comptabilisés et évalués conformément à IAS 12, Impôts sur le résultat, et à IAS 19, Avantages au personnel, respectivement) ;
- les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont évaluées, soit à leur juste valeur (goodwill complet), soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (goodwill partiel). Cette option est ouverte transaction par transaction.

À la date de première consolidation, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ;
- la quote-part dans le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à leur juste valeur.

Le cas échéant, l'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part qui leur est attribuable, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit «complet».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

En cas d'acquisition avantageuse, à savoir un prix payé inférieur à la quote-part dans la juste valeur de l'ensemble des actifs acquis et passifs repris, l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé directement au compte de résultat sur la ligne «autres produits et charges opérationnels».

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 «Dépréciation d'actifs», ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

Les modalités du test sont décrites en note 2.14.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ;
- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période sur la ligne «résultat de cessions et frais d'acquisitions» du compte de résultat ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et est comptabilisée selon IFRS 10 directement en capitaux propres ;
- en cas d'acquisition d'intérêts complémentaires dans une entreprise associée sans qu'il en résulte une prise de contrôle, le Groupe maintient les actifs et les passifs antérieurement acquis à leur valeur dans les comptes consolidés ;
- en cas de prise de contrôle par étape, le coût du regroupement d'entreprises inclut la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise.

2.10. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés en tant qu'actifs incorporels si et seulement si les conditions suivantes, requises par la norme IAS 38, sont simultanément remplies :

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- le produit procurera des avantages économiques futurs au Groupe, soit par sa commercialisation, soit par son utilisation en interne.

En 2020, ces conditions étaient réunies pour un nombre limité de projets, ayant conduit à l'activation de montants non significatifs.

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôt liés à l'effort de recherche de ses Filiales et notamment le crédit d'impôt recherche en France et aux États-Unis. Ces crédits d'impôt, assis sur les dépenses de recherche et développement, sont assimilés à des subventions et inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant sur la ligne «Frais de recherche et développement». Ils sont comptabilisés conformément à IAS 20 «Subventions».

2.11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les logiciels et droits à licences informatiques sont amortis suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation attendue (généralement de 1 à 10 ans).

Les actifs incorporels (technologies, marques, relations clients et carnet de commandes) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales ou réglementaires. Leurs durées d'utilité sont en général comprises entre 5 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont présentées sur la ligne «amortissements des incorporels liés aux acquisitions» du compte de résultat consolidé.

2.12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Un plan d'amortissement est déterminé pour chaque actif amortissable, selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de son utilisation probable. Dans le cas des bâtiments et de certains gros équipements, lorsque plusieurs éléments significatifs constitutifs de ces actifs procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément identifié est alors comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Le principal mode d'amortissement retenu est linéaire.

Les durées d'utilité sont en général les suivantes :

- structure principale des bâtiments (gros œuvre), selon le type de construction : 30 à 50 ans ;
- façades, étanchéité et second œuvre : 20 à 30 ans ;
- installations générales et techniques : 15 à 20 ans ;
- agencements : 10 à 15 ans ;
- gros équipements industriels selon le type de machines : 10 à 25 ans ;
- autres composants et petits équipements industriels, matériels et outillages : 5 à 15 ans.

2.13. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location d'actifs corporels de plus de 12 mois sont présentés à l'actif du bilan en immobilisations corporelles («droits d'utilisation») : un droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif au titre des contrats de location. Le montant initial de ce droit correspond au passif locatif, augmenté des coûts directs initiaux ainsi que des coûts de remise en état non dépendants de l'utilisation. Le passif locatif est égal à la somme des loyers actualisés au taux intrinsèque du contrat de location s'il est connu, ou au taux marginal d'endettement de la société preneuse.

Par ailleurs, le passif locatif peut être réestimé dans les situations suivantes :

- révision de la durée de location ;
- modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l'exercice d'une option ;
- révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers lorsque l'ajustement des loyers a lieu.

La charge d'intérêt de la période est comptabilisée en «coût de l'endettement financier net».

Les droits d'utilisation sont amortis linéairement sur la durée d'engagement minimal du contrat, en prenant en compte les options d'acquisition, de renouvellement ou de résiliation qui paraissent quasi-certaines au regard des caractéristiques du bien et des conditions de marché.

2.14. PERTES DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES OU CORPORELLES

Les valeurs comptables des actifs non courants (hors actifs financiers) sont revues afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur au travers d'un test de dépréciation :

- pour les actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée et les écarts d'acquisition : à chaque clôture, ou plus fréquemment en cas d'apparition d'indices de perte de valeur ;
- pour tous les autres actifs : dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les indices de pertes de valeur susceptibles de déclencher un test de dépréciation sont des indices externes (valeur de marché, changements importants dans l'environnement de l'entreprise).

Les UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie. La valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT est fondée sur la valeur d'utilité.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au niveau des regroupements d'UGT que représente chaque secteur opérationnel.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des regroupements d'UGT.

Ces flux sont déterminés selon les principes suivants, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le management :

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du business plan ;
- le taux d'actualisation est déterminé en utilisant des paramètres basés sur des sources d'information externes ;
- la valeur terminale est calculée par la somme à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuel. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lequel opère le Groupe, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Les hypothèses retenues sont détaillées en note 6.12.

Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles. En cas de perte de valeur, celle-ci est inscrite sur la ligne «Pertes de valeur» du compte de résultat.

2.15. ACTIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, en général égale au coût d'acquisition.

Classification et évaluation lors des arrêts comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés dans l'une des catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Évaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Coût amorti	N/A
Actifs financiers de transaction	Juste valeur	Résultat
Autres actifs financiers	Juste valeur	Capitaux propres (ou résultat)

Prêts et créances, actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Ils sont évalués et comptabilisés, à la date de transaction, au coût amorti diminué d'une éventuelle dépréciation. Ils incluent notamment les créances rattachées à des participations, les prêts au titre de l'effort de construction et les cautions et dépôts de garantie donnés.

Actifs financiers de transaction

Cette catégorie d'actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de réaliser un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture sur la base du dernier cours de bourse ou de la dernière valeur liquidative connue. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier.

Autres actifs financiers

Les titres de participation qui ne sont pas détenus à des fins de transaction font l'objet d'une évaluation à la juste valeur avec option irrévocable pour la juste valeur par capitaux propres (sans recyclage en résultat en cas de cession) ou à la juste valeur par résultat.

La juste valeur est le cours de bourse lorsqu'il est disponible. En l'absence de cours de bourse, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à l'analyse de flux de trésorerie actualisés ou à l'actif net réévalué.

2.16. PASSIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Dettes financières

Lors de l'inscription initiale au passif, la dette financière est comptabilisée à la juste valeur, qui peut être inférieure à la valeur nominale :

- la juste valeur de la dette financière correspond à son prix d'émission diminué de son coût d'émission ;
- lorsque le taux pratiqué est bonifié par rapport au taux du marché, dans le cas notamment de financements consentis par des organismes

publics à des conditions préférentielles, l'avantage économique qui en résulte est considéré, selon IAS 20, comme une subvention, enregistrée en diminution de la valeur nominale de la dette financière. Cette subvention est étalée sur la période concernée en diminution des charges financées, ou en Autres produits et charges opérationnelles si elle n'est pas adossée à des dépenses spécifiques.

Par la suite, la différence entre la valeur initiale de la dette et sa valeur de remboursement est amortie sur une base actuarielle selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui permet d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de la dette.

Instruments composés

L'évaluation des composantes dettes ou capitaux propres est réalisée sur la base d'analyses des caractéristiques intrinsèques de chacun des instruments émis.

Lorsque l'analyse conduit à distinguer dette et capitaux propres, la composante « passif » est initialement comptabilisée à la juste valeur qu'aurait un passif analogue non assorti d'une option de conversion ou de remboursement en actions. La composante « capitaux propres » initialement comptabilisée correspond à la différence entre la juste valeur de l'instrument financier composé dans sa globalité et la juste valeur de la composante « passif ». Les coûts de transaction directement attribuables sont affectés aux composantes « passif » et « capitaux propres » au prorata de leur valeur comptable initiale.

Après sa comptabilisation initiale, la composante « passif » de l'instrument composé est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La composante « capitaux propres » de l'instrument financier composé n'est pas réévaluée après sa comptabilisation initiale.

Clauses de complément de prix

Les dettes de complément de prix sur achat de participations sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition. La valeur initiale est réévaluée par le résultat à chaque arrêté. La variation de juste valeur est inscrite en résultat opérationnel ou en résultat financier selon qu'elle est causée par un élément opérationnel ou par le passage du temps. Les dettes de complément de prix sont inscrites sur la ligne « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » du bilan.

Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle

Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur. La variation de valeur de ces engagements est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont inscrits sur la ligne « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » du bilan.

2.17. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Le risque de change est couvert par des achats et ventes à terme de devises et, pour les Filiales françaises le cas échéant, par la souscription de polices change Bpifrance Assurance Export (ex-COFACE change).

Le risque de taux peut être couvert, le cas échéant, par des swaps emprunteurs taux variable/payeurs taux fixe, transformant de la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est fournie par les établissements financiers, contreparties aux transactions pour les dérivés de taux ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché à la date de clôture pour les dérivés de change. La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat à l'exception de la part efficace des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie qui est comptabilisée dans les capitaux propres.

Instruments dérivés qualifiés de couverture

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IFRS 9 :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l'instrument de couverture ;
- l'efficacité de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêté de façon prospective.

La majorité des dérivés utilisés par Fives sont qualifiés d'instruments de couverture.

Couverture de juste valeur

Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture. La part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de l'élément couvert ; l'effet du report/déport est quant à lui toujours comptabilisé en résultat financier.

La méthode de couverture de juste valeur est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de change.

Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables (flux budgétés) mais non encore facturées. Dans la mesure où elles remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

La méthode de couverture des flux de trésorerie est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de taux.

Instruments dérivés non qualifiés de couverture

Les variations de juste valeur des dérivés qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture sont enregistrées dans le résultat financier de l'exercice.

Il s'agit notamment des instruments financiers dérivés correspondant à des couvertures économiques mais qui n'ont pas été, ou ne sont plus, documentés dans des relations de couverture comptable.

2.18. CARNET DE COMMANDES

Le Groupe détaille les « obligations de prestation restant à remplir » au titre des contrats entrés en vigueur sous le terme de « carnet de commandes ». Aucune exemption n'a été prise pour les contrats de faible durée.

Un contrat est « mis en vigueur » (est ajouté au carnet de commandes) dès lors que les termes du contrat (objet, montant, délais) sont connus et qu'il est exécutoire pour les deux parties. Le montant mis en carnet est le montant de la contrepartie attendue après éliminations des contreparties variables qui ne sont pas raisonnablement certaines.

Au 31 décembre 2020, la durée résiduelle d'écoulement du carnet de commandes du Groupe est majoritairement de moins de 15 mois.

2.19. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Groupe détermine pour chaque contrat, les obligations de prestation qu'il contient. Un contrat présente plusieurs obligations de prestation si ces obligations sont séparables (pourraient être achetées séparément) et distinctes dans le contexte du contrat (dans le contexte du Groupe : faisant l'objet de réceptions distinctes).

Pour chaque obligation de prestation, le revenu est reconnu à l'avancement par les coûts si un des trois critères suivants est respecté :

- le client bénéficie des avantages au fur et à mesure de la prestation (maintenance par exemple) ;
- le client possède et contrôle le bien sur lequel la prestation est effectuée (cas de la rénovation de machines) ;
- il n'existe pas d'usage alternatif au bien ou au service produit à son utilisation par le client et le client a une obligation de payer la prestation réalisée à tout moment (contrat de réalisation d'équipement spécifique).

Dans chacun de ces trois cas, le transfert de contrôle se fait tout au long de la réalisation de la prestation.

Si aucun des critères n'est respecté, alors le client n'obtiendra le contrôle qu'à un moment précis, généralement au terme de la prestation.

Les principaux types d'obligation de prestation au sein du Groupe sont les suivants :

- réalisation d'ensemble ou de sous-ensemble de production clés en main : reconnaissance du revenu à l'avancement ;
- production d'équipements clés : reconnaissance du revenu à l'avancement ou à l'achèvement selon l'usage alternatif et les conditions contractuelles ;
- services à l'industrie : pièces de rechange, maintenance, formation, rénovation et déménagement de machines. La reconnaissance du revenu dégagé par ces services est à l'avancement ou à l'achèvement.

Le Groupe reconnaît une majorité de son chiffre d'affaires à l'avancement, notamment en raison du degré important de personnalisation de ses solutions. La distinction des obligations de prestation ainsi que la détermination de leur prix de vente ne représentent pas en général une zone de jugement significative.

Modalités de reconnaissance du chiffre d'affaires et comptabilisation des coûts

- Pour les obligations de prestation à l'achèvement, le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires au moment du transfert de contrôle. S'agissant d'équipements de production standards, le transfert de contrôle se fait généralement au moment du transfert des risques et avantages.
- Pour les obligations de prestation à l'avancement, le Groupe calcule cet avancement en pourcentage comme le rapport des coûts engagés sur les coûts totaux estimés (à terminaison) du projet. Ceux-ci sont réestimés à chaque clôture comptable. Le stade de 100% d'avancement est atteint lors de la réception provisoire (ou événement équivalent) pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global. Les dépenses qui restent, le cas échéant, à encourir pour obtenir la levée des réserves font l'objet d'une provision pour charges. Les coûts prévisionnels de garantie font, quant à eux, l'objet d'une provision pour risques.

Les pénalités de retard ou de performance sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les pertes à terminaison sont constatées pour leur totalité dès lors qu'elles sont probables.

2.20. ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRATS

Pour chaque contrat à l'avancement, le Groupe détermine le montant cumulé des coûts encourus à chaque clôture, majoré des marges constatées et diminué du montant des facturations intermédiaires ainsi que des éventuelles pertes à terminaison constatées.

Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif sous la rubrique «actifs de contrats». S'il est négatif, il est inscrit au passif sous la rubrique «passifs de contrat».

Pour les contrats à l'achèvement en cours d'exécution, l'ensemble des avances et acomptes facturés est inscrit au passif sous la rubrique «passifs de contrats».

Lorsque les coûts totaux estimés du projet dépassent le prix de vente attendu, une perte à terminaison est comptabilisée d'abord en diminution des actifs de contrat puis en provision.

2.21. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS (HORS ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRAT)

Les stocks et travaux en cours (hors actifs et passifs de contrat) sont évalués à leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de production.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

2.22. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements court terme. Ils comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme, à capital garanti à tout moment, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que des OPCVM monétaires.

2.23. PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 «Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels», une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable, sans contrepartie attendue. Le montant figurant en provision correspond à la meilleure estimation qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation.

Les obligations liées aux contrats en cours d'exécution sont prises en compte dans l'évaluation de la marge à terminaison et figurent par conséquent dans les rubriques «Actifs de contrats» ou «Passifs de contrats».

À la date d'achèvement du contrat, ces obligations sont comptabilisées au passif en tant qu'éléments distincts, sur la ligne «Provisions courantes».

Les obligations résultant de transactions autres que les contrats sont directement comptabilisées dans les provisions dès qu'elles répondent aux critères précités.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

Les litiges connus dans lesquels des sociétés du Groupe pourraient être impliquées ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques connus.

Les provisions sont détaillées en note 6.23.

2.24. ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITES

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante:

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés («projected unit credit method») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs le cas échéant ;
- les écarts actuariels nets des effets d'impôts différés sont reconnus immédiatement par contrepartie des capitaux propres, dans les autres éléments de l'état du résultat global, conformément à IAS 19 – Avantages au personnel.

La charge de l'exercice, correspondant au coût des services rendus et des services passés (lorsqu'une modification de régime intervient), ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régimes de retraite, est comptabilisée en résultat opérationnel.

L'effet lié à la désactualisation de l'engagement, net du rendement attendu des actifs des plans concernés, est porté en résultat financier.

2.25. PROVISION POUR MÉDAILLES DU TRAVAIL

La provision concernant les primes versées à l'occasion de la remise de médailles du travail est calculée en retenant pour référence la norme IAS 19, en intégrant l'ensemble des échelons des médailles. Son évaluation est effectuée, pour les salariés présents à la date de clôture, sur la base d'hypothèses actuarielles, tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel. L'effet de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé en résultat de la période.

2.26. RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Certains salariés du Groupe bénéficient d'éléments de rémunération fondés sur des actions. Pour chaque élément, le Groupe détermine si cette rémunération est appelée à se régler par des instruments de capitaux propres ou par de la trésorerie.

Dans le premier cas, les services sont comptabilisés en charges de personnel (dans la ligne «Autres produits et charges opérationnels») en contrepartie des réserves consolidées au fur et à mesure de la période d'acquisition des instruments de capitaux propres, pour un montant égal à la juste valeur des éléments de capitaux propres en date d'attribution. Les éléments non acquis ne sont pas comptabilisés.

Dans le second cas, les services sont comptabilisés en charges de personnel (dans la ligne «Autres produits et charges opérationnels») au fur et à mesure de la période d'acquisition pour un montant égal à la juste valeur des instruments financiers en date de clôture, en contrepartie d'un passif (présenté en «dettes diverses» en «autres passifs non courants»). Les instruments financiers non acquis ne sont pas comptabilisés.

Les impacts chiffrés pour l'exercice 2020 sont détaillés en note 6.5.

2.27. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où ces résultats sont taxables.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments enregistrés directement en capitaux propres. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté ou quasi adopté, suivant le mode de comptabilisation initial des impôts différés correspondants.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

Traitement de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) et de l'IRAP

Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE pour les entreprises françaises et de l'IRAP pour les entreprises italiennes, est un agrégat intermédiaire de résultat net. Il comptabilise donc la CVAE et l'IRAP comme un impôt sur les résultats.

Traitement des différents crédits d'impôt liés à la recherche et à la propriété intellectuelle

Le Groupe analyse chaque dispositif pour déterminer s'il s'assimile à une subvention, comptabilisée selon IAS 20 dans le résultat opérationnel courant, ou à une moindre taxation des profits rattachables à la propriété intellectuelle, alors comptabilisée en impôts selon IAS 12.

Imposition différée

L'impôt différé résulte, d'une part, des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales et, d'autre part, des déficits reportables. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté au titre des différences temporelles générées par :

- un écart d'acquisition non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;
- des participations dans des Filiales, coentreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à la société concernée une assurance raisonnable de récupération. La comptabilisation est également faite à concurrence des passifs d'impôts différés. Le Groupe veille à assurer l'homogénéité entre les prévisions utilisées dans le cadre de cet exercice et celles retenues pour les tests de dépréciation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent d'impôts levés par la même autorité de taxation.

3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

3.1. IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

L'épidémie de coronavirus a déclenché une crise sanitaire et économique sans précédent dans le monde entier.

En tant que groupe d'ingénierie reconnaissant majoritairement son chiffre d'affaires à l'avancement et bénéficiant d'un carnet de commandes de 1,4 milliard d'euros à l'ouverture de l'exercice 2020, Fives a été en mesure de poursuivre son activité. L'environnement commercial dégradé et les perturbations générées par la crise sanitaire ont toutefois fortement affecté le chiffre d'affaires, en baisse de près de 20% par rapport à 2019. La Division Smart Automation Solutions a cependant confirmé sa résilience, avec une baisse limitée (-7%) de son chiffre d'affaires, et ses perspectives, portées par des sous-jacents (e-commerce, automatisation) encore renforcés par la crise sanitaire, qui se sont reflétées dans une progression de 16% des enregistrements de commande.

Les effets de la pandémie sont répartis sur l'ensemble des lignes du compte de résultat.

Bien que certains effets ne puissent pas être isolés précisément, soit parce qu'ils sont la conséquence de la baisse induite du chiffre d'affaires, soit parce que le rattachement à la COVID-19 ne peut être mesuré de façon fiable, la baisse du résultat opérationnel courant est majoritairement imputable à la crise sanitaire.

L'activité sur l'année 2020 a été affectée par :

- les suspension ou réduction d'activité pour certaines de nos sociétés pendant les périodes de confinement imposées par les autorités locales, malgré un recours massif au télétravail ;
- les fermetures de sites chez certains clients ;
- les restrictions de déplacement, qui ont perturbé l'exécution des affaires en cours ;
- les décalages dans la négociation et la mise en vigueur de nouveaux contrats.

Les impacts liés à ces difficultés, et notamment de la baisse induite du chiffre d'affaires, sur les résultats de l'année n'ont été que partiellement compensés par le bénéfice des subventions et mesures temporaires de soutien mises en place par les États, de la bonne tenue des marges en exécution sur les affaires en cours ainsi que des économies structurelles réalisées sous l'effet des actions de réduction de coûts menées, notamment sur la masse salariale.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés 2020, la Direction a tenu compte dans ses appréciations des conséquences de cette pandémie connues à la date d'arrêt des comptes, notamment en réexaminant ses estimations concernant la valeur recouvrable de ses actifs long-terme, dont principalement les goodwill (Cf. Note 6.12), et des actifs d'impôts différés relatifs à des déficits fiscaux reportables non utilisés (Cf. Note 6.10).

3.2. LIQUIDITÉ

Dans le cadre des programmes de soutien à la liquidité des entreprises mis en place par les différents gouvernements, le Groupe a sollicité ses banques relationnelles pour bénéficier de prêts garantis par les États.

- En France, le Groupe a signé le 30 juin 2020 un prêt de 200 M€, garanti à 90% par l'État. Ce prêt a été libéré début juillet pour une durée d'un an, extensible à la seule main du Groupe et sans conditions pour un à cinq ans supplémentaires à partir de la première date d'anniversaire. Il est d'ores et déjà acquis que le Groupe activera l'option d'extension pour au minimum trois années supplémentaires. La première échéance d'amortissement interviendra ainsi en juillet 2022.
- En Italie, certaines Filiales du Groupe ont signé au quatrième trimestre différents prêts pour un montant total de 30,5 M€, garantis par l'État à hauteur de 80% ou 90%. Ces prêts sont amortissables sur des durées de quatre à cinq ans, avec une première échéance d'amortissement au bout de 12 ou 18 mois.
- Aux États-Unis, certaines Filiales du Groupe ont signé en fin d'année avec leur banque de référence un prêt de 20 M\$ garanti à 95% par l'État. Ce prêt est établi pour une durée cinq ans avec une première échéance d'amortissement à la fin de la troisième année.

Le Groupe dispose ainsi au 31 décembre 2020 d'une trésorerie disponible de près de 300 M€ (incluant le tirage de presque l'intégralité d'une ligne de crédit revolver de 115 M€ à échéance fin 2024). (Cf. Note 6.24).

4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES

Les comptes ont été particulièrement affectés par la crise sanitaire COVID-19 (Cf. développements au paragraphe précédent).

Il n'est pas intervenu de changement dans les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe en 2020 comparativement à 2019.

5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Pas d'évolution du périmètre de consolidation présentant une incidence notable sur les comptes consolidés de l'exercice.

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2020 figure en note 6.32.

6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

6.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Les secteurs opérationnels du Groupe sont les suivants :

Smart Automation Solutions : la Division « *Smart automation solutions for e-commerce, courier, distribution and manufacturing* » conçoit, réalise et installe des solutions de tri haute cadence, de manutention et d'automatisation à forte valeur ajoutée, à destination des secteurs de l'e-commerce, de la distribution et de l'industrie générale.

High Precision Machines : la Division « *High precision machines for advanced manufacturing* » est spécialisée dans la réalisation de machines-outils haute précision à destination des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'industrie générale.

Process Technologies : spécialisée dans le développement des procédés industriels, la Division « *High performance and sustainable technologies for process industries* » conçoit, réalise et installe des équipements ou des lignes de production complètes à destination des secteurs de l'aluminium, du ciment, de l'acier et de l'énergie.

Autres : cet ensemble regroupe, pour des raisons de présentation, les activités de Fives dans les domaines de la maintenance industrielle et de la tuyauterie nucléaire, principalement en France, ainsi que les activités de holdings.

Information par secteur opérationnel

	31.12.20	31.12.19
Smart Automation Solutions	672 578	581 242
High Precision Machines	274 916	351 996
Process Technologies	489 995	761 394
Autres	174 954	146 033
Total enregistrements de commandes	1 612 443	1 840 665
Smart Automation Solutions	624 523	504 666
High Precision Machines	166 731	190 330
Process Technologies	454 287	611 835
Autres	126 615	95 228
Total carnet de commandes	1 372 156	1 402 059
Smart Automation Solutions	542 079	582 657
High Precision Machines	288 151	414 070
Process Technologies	636 543	859 561
Autres	143 462	142 602
Total chiffre d'affaires	1 610 235	1 998 890
Smart Automation Solutions	27 931	38 216
High Precision Machines	(13 742)	6 017
Process Technologies	1 434	11 622
Autres	7 017	115
Total résultat opérationnel courant	22 640	55 970
Smart Automation Solutions	38 290	48 573
High Precision Machines	5 042	26 541
Process Technologies	22 269	33 626
Autres	15 863	11 530
EBITDA (*)	81 464	120 270

* l'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements (voir note 6.6) et rémunérations fondées sur des actions dont le dénouement est prévu en actions (voir note 6.5)

La répartition des actifs par secteur opérationnel se présente ainsi :

31.12.20	Smart Automation Solutions	High Precision Machines	Process Technologies	Autres	Total
Écart d'acquisition	24 516	101 989	110 903		237 408
Immobilisations corporelles et incorporelles	46 721	72 330	96 000	44 433	259 484
Total actifs sectoriels	71 237	174 319	206 903	44 433	496 892
Autres actifs					1 254 067
Total actif					1 750 959

31.12.19	Smart Automation Solutions	High Precision Machines	Process Technologies	Autres	Total
Écart d'acquisition	24 913	110 371	117 881		253 165
Immobilisations corporelles et incorporelles	51 375	87 832	115 497	32 581	287 285
Total actifs sectoriels	78 722	198 203	230 945	32 581	540 451
Autres actifs					1 115 349
Total actif					1 655 799

6.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit :

	31.12.20	31.12.19
Chiffre d'affaires reconnu à l'avancement	1 319 583	1 549 012
Chiffre d'affaires reconnu à l'achèvement	290 652	449 877
Total	1 610 235	1 998 890

Chiffre d'affaires par zone de destination

	31.12.20	31.12.19
Europe	643 882	797 417
Afrique et Moyen-Orient	125 313	167 747
Amérique	450 078	585 936
Asie et Océanie	390 962	447 790
Total	1 610 235	1 998 890

Chiffre d'affaires par zone d'origine

	31.12.20	31.12.19
Europe	924 446	1 155 134
Afrique et Moyen-Orient	25 101	38 021
Amérique	412 472	534 137
Asie et Océanie	248 216	271 598
Total	1 610 235	1 998 890

Information relative aux principaux clients

Sur la base du chiffre d'affaires cumulé des deux derniers exercices, aucun client du Groupe n'a représenté plus de 5%.

6.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Charges de personnel

	31.12.20	31.12.19
Charges de personnel	547 666	616 159
Effectif total à fin de période	8 047	8 427

Effectifs en fin de période par type de contrat

Par type de contrat	31.12.20	31.12.19
CDI	7 574	7 797
CDD	305	409
Contrats en alternance	168	221
Total	8 047	8 427

6.4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

	31.12.20	31.12.19
Frais de recherche et développement bruts	(28 766)	(33 554)
Crédits d'impôt recherche et subventions reçues	8 110	10 092
Total	(20 656)	(23 462)

6.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

	31.12.20	31.12.19
Rémunération fondée sur des actions		
- dénouement prévu en actions	(834)	(3 173)
- dénouement prévu en trésorerie	116	(1 301)
Autres	(339)	(3 527)
Total	(1 057)	(8 001)

Les salariés du Groupe bénéficient depuis 2018 d'un plan de rémunération à long terme fondé sur les actions de l'entité parente du Groupe. Ce plan est composé d'actions gratuites et de performance pour les salariés français et d'un plan « miroir » pour les salariés étrangers.

6.6. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS INCLUSES DANS LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant inclut les dotations aux amortissements d'immobilisations suivantes:

	31.12.20	31.12.19
Inclus dans le coût des ventes	(16 607)	(17 412)
Inclus dans les frais généraux et les autres éléments opérationnels	(27 812)	(27 655)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(13 572)	(16 060)
Total	(57 991)	(61 127)

En application de la norme IFRS 16, les dotations d'amortissement des droits d'utilisation au titre des contrats de location s'élèvent à 16,3M€ au 31 décembre 2020. Elles sont incluses dans les frais généraux.

6.7. COÛTS DE RESTRUCTURATION

Ce poste comprend les coûts encourus au titre des différents plans d'économie et de restructuration du Groupe, principalement au sein de l'Activité Process Technologies (sur le segment Aluminium) et de l'Activité High Precision Machines.

6.8. RÉSULTATS DE CESSIONS ET FRAIS D'ACQUISITIONS

	31.12.20	31.12.19
Résultat de cessions	3 276	3 931
Frais sur cessions immobilières internes	(3 092)	
Frais d'acquisitions	(208)	(78)
Total	(24)	3 853

Le poste résultat de cessions porte principalement sur des cessions d'actifs immobiliers non utilisés et inclut sur l'exercice les droits de mutations encourus dans le cadre d'une relocalisation de certains actifs immobiliers d'exploitation du Groupe dans des sociétés immobilières dédiées.

6.9. RÉSULTAT FINANCIER

Coût de l'endettement financier net

	31.12.20	31.12.19
Charges financières:		
- sur dettes bancaires brutes	(13 175)	(8 813)
- sur passifs locatifs	(2 942)	(2 833)
Autres charges d'intérêt	(799)	(638)
Étalement des frais d'émission	(322)	(315)
Charges d'intérêts et charges assimilées	(17 238)	(12 599)
Produits d'intérêts et produits assimilés	1 242	1 540
Total	(15 996)	(11 059)

La ligne « charges financières sur passifs locatifs » concerne l'ensemble des contrats de locations retraités selon IFRS 16.

Autres produits et charges financiers

	31.12.20	31.12.19
Revenus des participations	134	842
Résultat de change	(21 247)	1 644
- Profits (pertes) de change	(20 319)	6 377
- Effet de terme des instruments dérivés de couverture de change et swap points	(928)	(4 733)
Charges financières sur retraites et avantages assimilés	(850)	(1 074)
Dotation nette aux provisions financières	12	(580)
Charges de désactualisation		(136)
Autres éléments financiers	(311)	(628)
Total	(22 262)	68

Le résultat financier du Groupe intègre un effet de change latent (-16,8M€), principalement lié à la variation des parités de clôture euro/dollar sur le solde non couvert, du fait de leur maturité longue des prêts intragroupe en dollars consentis par Fives à ses Filiales américaines.

Les montants de ces prêts sont détaillés en note 6.26 au paragraphe « Risque de change ».

6.10. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

Analyse de la charge d'impôt

	31.12.20	31.12.19
CVAE et IRAP	(4 408)	(5 427)
Impôt exigible	(18 738)	(22 753)
Sous-total impôt exigible	(23 146)	(28 180)
Impôt différé	(1 199)	2 134
Total	(24 345)	(26 046)

Taux effectif d'impôt

	31.12.20	31.12.19
Résultat avant impôt	(23 556)	27 035
Taux d'impôt de la maison mère	28,00%	28,00%
Charge (produit) d'impôt théorique	6 596	(7 570)
Incidence:		
de la CVAE et de l'IRAP	(4 408)	(5 427)
des différences de taux	(1 629)	(298)
Variation des impôts différés actifs non reconnus et pertes non activées	(26 446)	(11 380)
des différences permanentes et autres éléments	1 543	(1 372)
(Charge)/produit d'impôt constaté	(24 345)	(26 046)

Groupes d'intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 2019, Fives et ses Filiales font partie du périmètre d'intégration fiscale formé par Fives Orsay et comprenant l'ensemble des Filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95 %. L'économie d'impôt résultant de la compensation des résultats fiscaux entre Filiales bénéficiaires et Filiales déficitaires pour le calcul de l'impôt intégré est constatée dans les comptes de Fives Orsay depuis l'exercice 2019.

Le Groupe déclare ses résultats au sein d'intégrations fiscales aux États-Unis et en Italie ; l'effet pratique est de considérer l'ensemble des entités membre d'une intégration comme une seule entité fiscale. Le Groupe utilise également le mécanisme du « group relief » en Grande-Bretagne qui permet la compensation des gains et pertes entre entités faisant partie d'un même groupe durant un exercice fiscal.

Impôts différés

Les modalités de compensation sont détaillées en note 2.27.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus lorsque leurs perspectives d'utilisation présentent une probabilité de recouvrement suffisante.

Le montant net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

31.12.19							31.12.20	
Impôts différés actif	Impôts différés passif	Var. constatée en résultat	Var. constatée en situation nette	Périmètre	Écarts de conv. et autres		Impôts différés actif	Impôts différés passif
Provisions pour engagements de retraite	13 069	(228)	649	(10)	(31)		13 449	
Déficits fiscaux reportables	32 248	5 259		23	(1 589)		35 941	
Réévaluations ⁽¹⁾	4 304	6 002	31	520	1 765		10 578	(22 026)
Autres différences temporaires	20 681	1 942	(55)	(217)	(2 122)		19 499	(4 981)
Impôts différés actif (passif) bruts	70 302 (29 781)	12 975	625	316	(1 976)		79 467	(27 007)
Limitation des impôts différés actifs	(7 886)	(14 174)			48		(22 012)	
Compensation	(18 701)						(22 290)	22 290
Impôts différés actifs reconnus	43 715 (11 080)	(1 199)	625	316	(1 928)		35 165	(4 717)
Impôts différés nets	32 635						30 448	

⁽¹⁾ Principalement relatif aux revalorisations constatées dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de FL Investco en 2013 et à l'amortissement fiscal des écarts d'acquisition aux États-Unis

6.11. QUOTE-PART DE RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

La société AddUp, joint-venture créée en 2016 et détenue à 50 % par Fives et à 50 % par Michelin, qui développe et commercialise à l'échelle mondiale des machines, des ateliers de production industriels et des pièces manufacturées via la technologie de « fabrication additive métallique » (communément appelée impression 3D Métal), est consolidée par mise en équivalence.

Toujours en phase d'investissement, sa contribution au résultat net 2020 du Groupe est, comme en 2019, une perte, présentée sur la ligne « Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence ».

6.12. ÉCARTS D'ACQUISITION

	31.12.19 Net	Variation de périmètre	Transfert	Perte de valeur	Variation de change et autres	31.12.20 Net
Smart Automation Solutions	24 913				(397)	24 516
High Precision Machines	110 371				(8 382)	101 989
Process Technologies	117 881				(6 978)	110 903
Total	253 165				(15 757)	237 408

Conformément à la norme IAS 36, un test de perte de valeur a été réalisé au 31 décembre 2020 au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

Les flux de trésorerie retenus pour chacune des UGT reposent sur les meilleures estimations de la Direction, mises à jour au 31 décembre 2020, pour tenir compte des conséquences de la pandémie de la COVID-19 sur les perspectives des différents marchés servis par le Groupe.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- plan moyen terme 2021-2025 ;
- taux de croissance de la valeur terminale: 2% (identique à l'hypothèse du test de l'exercice 2019) ;
- taux d'actualisation: 8,2% (contre 8,7% pour le test de l'exercice 2019).

Le test n'a pas conduit à constater de pertes de valeurs au 31 décembre 2020.

Analyse de sensibilité

UGT Smart Automation Solutions:

- sensibilité au taux d'actualisation: un taux d'actualisation à 8,7% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

UGT High Precision Machines:

- sensibilité au taux d'actualisation: un taux d'actualisation à 8,7% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

UGT Process Technologies:

- sensibilité au taux d'actualisation: un taux d'actualisation à 8,7% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

UGT Autres:

- sensibilité au taux d'actualisation: un taux d'actualisation à 8,7% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

6.13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	31.12.20			31.12.19		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Technologies et R&D acquises	105 215	(75 038)	30 177	108 897	(71 329)	37 568
Marques acquises	24 799	(24 146)	653	25 682	(25 182)	500
Relations clients, carnet de commandes et autres acquis	67 619	(65 019)	2 600	72 196	(65 072)	7 124
Concessions, brevets et licences	57 915	(42 473)	15 442	50 949	(36 616)	14 333
Autres immobilisations incorporelles	23 136	(13 502)	9 634	21 920	(13 355)	8 565
Total	278 684	(220 178)	58 506	279 644	(211 554)	68 090

Au 31 décembre 2020, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Solde au 31.12.19	279 645	(211 554)	68 090
Acquisitions	8 187		8 187
Sorties et cessions	(1 382)	1 495	114
Dotations aux amortissements/dépréciations		(19 315)	(19 315)
Reclassements	740	(748)	(8)
Variations de périmètre	4 925	(2 000)	2 925
Effet des variations de change	(13 431)	11 944	(1 487)
Solde au 31.12.20	278 684	(220 178)	58 506

Au 31 décembre 2019, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analysait comme suit:

	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Solde au 31.12.18	274 361	(189 821)	84 539
Acquisitions	6 327		6 327
Sorties et cessions	(4 292)	4 443	150
Dotations aux amortissements/dépréciations		(23 799)	(23 799)
Reclassements	175	(2)	173
Variations de périmètre	(23)		(23)
Effet des variations de change	3 097	(2 375)	723
Solde au 31.12.19	279 645	(211 554)	68 090

6.14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit:

	31.12.20			31.12.19		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains, aménagements	25 765	(161)	25 604	26 755	(233)	26 521
Constructions	149 650	(85 254)	64 396	155 274	(85 280)	69 994
Installations techniques, matériel et outillages	202 476	(153 533)	48 943	200 398	(151 405)	48 994
Autres immobilisations	62 920	(48 529)	14 391	65 205	(46 253)	18 952
Droits d'utilisation (locations)	78 586	(35 922)	42 664	78 565	(29 554)	49 011
Immobilisations en cours	4 722		4 722	5 163		5 163
Avances sur immobilisations	258		258	559		559
Total	524 377	(323 399)	200 978	531 919	(312 725)	219 194

Au 31 décembre 2020, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.19	531 919	(312 725)	219 194
Nouveaux droits d'utilisation sur la période	13 017		13 017
Acquisitions	15 792		15 792
Sorties et cessions	(24 937)	21 670	(3 267)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(38 676)	(38 676)
Reclassements	2 373	(2 799)	(426)
Variations de périmètre	1 304		1 304
Effet des variations de change	(15 091)	9 131	(5 960)
Solde au 31.12.20	524 377	(323 399)	200 978

La dotation aux amortissements comprend à hauteur de 16,1M€ l'amortissement des droits d'utilisation au titre des contrats de location, en application de la norme IFRS 16.

Au 31 décembre 2019, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analysait comme suit :

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.18	503 061	(286 291)	216 770
Nouveaux droits d'utilisation sur la période	23 343		23 343
Acquisitions	21 295		21 295
Sorties et cessions	(22 504)	18 259	(4 245)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(40 693)	(40 693)
Reclassements	1 240	(923)	317
Effet des variations de change	5 484	(3 077)	2 407
Solde au 31.12.19	531 919	(312 725)	219 194

6.15. ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

La valeur des actifs financiers courants et non courants s'analyse comme suit :

	31.12.20			31.12.19		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Actifs financiers évalués au coût amorti						
Créances rattachées à des participations	710	16 130	16 840	472	32 646	33 118
Autres actifs financiers	28 068	3 439	31 507	2 754	3 556	6 310
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global						
Autres titres de participation		8 527	8 527		9 368	9 368
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net						
Instruments dérivés	2 351		2 351	1 359		1 359
Autres actifs financiers	704	1 154	1 859	1 199	1 407	2 606
Titres mis en équivalence		950	950		5 023	5 023
Actifs financiers	31 833	30 200	62 034	5 784	52 001	57 785

La société AddUp (voir note 6.11) contribue pour un montant net de 12,3M€ aux créances rattachées à des participations.

La variation de la valeur brute des autres titres de participation inclut une diminution de juste valeur en net de 92k€ au 31 décembre 2020.

L'échéancier des actifs financiers non courants (hors autres titres et titres mis en équivalence) se présente de la manière suivante au 31 décembre 2020:

	31.12.20		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5 ans
Créances rattachées à des participations	16 130	16 130	
Autres actifs financiers	4 593		4 593
Total	20 723	16 130	4 593

6.16. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

L'évolution de la valeur des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit:

	31.12.20			31.12.19		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Matières premières	85 289	(13 342)	71 947	89 515	(13 006)	76 509
Encours de production sur contrats à l'achèvement	51 502	(2 378)	49 124	71 053	(2 543)	68 511
Produits intermédiaires et finis	38 116	(9 540)	28 576	42 594	(8 669)	33 925
Total	174 907	(25 260)	149 647	203 163	(24 217)	178 946

6.17. ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRATS

La valeur des actifs et passifs de contrats s'analyse comme suit:

	31.12.20	31.12.19
Contrats à l'avancement		
Actifs de contrats	222 351	221 546
Passifs de contrats	(184 203)	(169 789)
Net	38 148	51 757
Contrats à l'achèvement		
Passifs de contrats à l'achèvement	(46 609)	(46 568)

6.18. CRÉANCES CLIENTS

Les valeurs brutes et nettes des créances clients se présentent comme suit:

	31.12.20			31.12.19		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Total des créances clients	383 632	(7 125)	376 507	380 590	(7 319)	373 271
Total	383 632	(7 125)	376 507	380 590	(7 319)	373 271

L'évolution des dépréciations sur les créances clients peut être analysée comme suit:

	Ouverture	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres	Clôture
2020	(7 319)	(1 067)	743	178	340	(7 125)
2019	(7 131)	(1 457)	905	(56)	420	(7 319)

La balance âgée des créances clients nettes se présente de la façon suivante au 31 décembre 2020 :

	Total	Non Échues	Échues < 30 jours	Échues > 30 jours < 90 jours	Échues > 90 jours
2020	376 507	302 378	31 633	20 428	22 068
2019	373 271	266 234	58 982	22 795	25 260

La politique du Groupe en matière de maîtrise du risque client repose sur les principes suivants :

- vigilance en amont se matérialisant notamment par un processus d'analyse du risque client lors de la phase de sélection du projet et de la remise d'offre ;
- dispositions spécifiques pour les contrats significatifs, avec l'obligation de couverture (risque commercial et/ou politique) en fonction de critères liés à la taille du contrat, à la nature du client, à la catégorie de pays concerné ;
- suivi à intervalle régulier des retards de paiements en phase de réalisation et mise en œuvre dans les meilleurs délais des actions nécessaires à l'encaissement des créances nées.

En raison de la nature des activités exercées par le Groupe, les créances restant impayées au-delà de la date d'échéance contractuelle représentent souvent des montants confirmés par les clients, mais dont le règlement est soumis à l'apurement de certaines réserves soulevées lors de l'inspection des travaux. De telles créances demeurent entièrement recouvrables ; les coûts à supporter au titre de la levée des réserves sont inclus dans la détermination de la marge à terminaison des contrats considérés.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque spécifique de non-recouvrement.

6.19. AUTRES ACTIFS COURANTS

La valeur des autres actifs courants s'analyse comme suit :

	31.12.20	31.12.19
Créances fiscales	54 196	69 652
Avances et acomptes versés	24 006	31 159
Créances diverses	11 176	17 303
Charges constatées d'avance	12 938	9 297
Total	102 316	127 411

6.20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31.12.20	31.12.19
Équivalents de trésorerie	16 389	4 297
Disponibilités	283 831	106 231
Total trésorerie et équivalents de trésorerie active	300 220	110 528

Les équivalents de trésorerie sont constitués d'OPCVM monétaires, certificats de dépôts négociables et comptes à terme à échéance de moins de trois mois.

Les disponibilités incluent des comptes courants rémunérés.

Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	168					11 515	4 706	16 389
Disponibilités	163 378	36 056	1 844	44 759	27 748	3 840	6 206	283 831
Total 31.12.20	163 546	36 056	1 844	44 759	27 748	15 355	10 912	300 220
Swaps de change	33 565	(26 600)	(8 161)	1 196				
Total 31.12.20 avant swaps	197 111	9 456	(6 317)	45 955	27 748	15 355	10 912	300 220

Au 31 décembre 2019, la trésorerie se répartissait de la façon suivante:

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	141						4 156	4 297
Disponibilités	28 393	14 635	1 274	31 517	8 945	13 993	7 474	106 231
Total 31.12.19	28 534	14 635	1 274	31 517	8 945	13 993	11 630	110 528
Swaps de change	(47 352)	(7 917)	(5 882)		61 151			
Total 31.12.19 avant swaps	(18 818)	6 718	(4 608)	31 517	70 096	13 993	11 630	110 528

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus majoritairement dans des devises majeures et sont disponibles pour le Groupe.

6.21. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trésorerie nette des concours bancaires

	31.12.20	31.12.19
Équivalents de trésorerie	16 389	4 297
Disponibilités	283 831	106 231
Sous-total trésorerie et équivalents de trésorerie active	300 220	110 528
Concours bancaires courants	(675)	(1 260)
Total	299 545	109 268

Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

			Variations	
	31.12.20	31.12.19	Liées à l'activité	Autres*
Stocks et travaux en cours	(149 647)	(178 946)	23 159	6 139
Actifs de contrats	(222 351)	(221 546)	(5 700)	4 895
Créances clients	(376 507)	(373 271)	(10 327)	7 092
Autres actifs courants / non courants inclus dans le BFR	(102 656)	(127 922)	15 552	9 714
Passifs de contrats	230 812	216 357	18 906	(4 451)
Fournisseurs et comptes rattachés	395 984	466 353	(61 863)	(8 505)
Autres passifs courants / non courants inclus dans le BFR	170 732	182 516	(9 002)	(2 782)
Besoin en fonds de roulement avant provisions courantes	(53 633)	(36 458)	(29 275)	12 102
Provisions courantes	70 030	76 874	(1 716)	(5 127)
Besoin en fonds de roulement	16 397	40 416	(30 991)	6 975

* résultant principalement de la revalorisation des sous-jacents en application d'IFRS 9 et de la conversion

6.22. CAPITAUX PROPRES

Politique de gestion du capital

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires. Il n'existe aucun covenant financier faisant intervenir les capitaux propres consolidés du Groupe ni les capitaux propres de la société mère.

Actionnariat

Depuis le 29 mai 2018, la Caisse de Dépôt et Placement du Québec («CDPQ») et l'Office d'investissement des Régimes de Pensions du Secteur Public («PSP»), deux des plus grands gestionnaires de fonds de caisses de retraite au Canada sont actionnaires minoritaires du Groupe, aux côtés du management et d'Ardian, présent au capital de Fives depuis 2012, qui conserve une participation minoritaire.

Capital social

Le capital social au 31 décembre 2020 de la société Fives est composé de 2 185 612 actions de 47 € de valeur nominale chacune qui ont été entièrement libérées par paiement en numéraire ou par apport en nature. Le capital social s'élève ainsi à 102 723 764 €.

Distributions

La société n'a distribué aucun dividende sur la période.

6.23. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.19	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres	31.12.20
Garantie	33 969	17 557	(9 194)	(14 048)	(798)	1 870	29 356
Litiges sur contrats	3 137	2 109	(588)	(563)	(52)	(533)	3 510
Pertes futures sur contrats	1 169	554	(732)	(29)	(54)	(7)	901
Charges sur commandes terminées	25 299	17 433	(11 292)	(7 263)	(495)	(610)	23 072
Autres provisions pour risques et charges-part courante	13 300	10 769	(4 476)	(1 951)	(503)	(3 948)	13 191
Total provisions courantes	76 874	48 422	(26 282)	(23 854)	(1 902)	(3 228)	70 030
Retraites	58 190	4 114	(5 402)	(149)	(1 681)	3 126	58 198
Autres avantages postérieurs à l'emploi	5 614	542	(558)	(144)	(16)	(5)	5 433
Autres provisions - part non courante	4 152	2 997	(4 295)	(660)	(1)	3 556	5 749
Total provisions non courantes	67 953	7 653	(10 255)	(953)	(1 698)	6 677	69 380

Provisions courantes

Les provisions courantes sont pour l'essentiel relatives aux garanties, pertes futures sur contrats à l'achèvement, et litiges sur des contrats terminés.

Les provisions pour garanties couvrent l'estimation des coûts futurs à engager durant la période de garantie des commandes, postérieurement à la réception provisoire (ou événement équivalent).

Provisions non courantes

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, pour avantages au personnel (notamment le TFR en Italie et les médailles du travail en France) et les provisions pour litiges autres que ceux afférents aux contrats.

La provision pour engagements de retraite concerne les régimes à prestations définies en vigueur dans le Groupe, à savoir :

- les indemnités de départ à la retraite françaises et japonaises ;
- les régimes de retraites complémentaires ; les régimes anglais, américain, allemand et français sont fermés et les droits acquis ont été cristallisés à la date de fermeture.

Hypothèses actuarielles

31.12.20	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	0,6%	1,3 - 1,4%	1,9%	0,3%	0,6%	6,3 - 6,6%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	1,3 - 1,4%	NA	NA	NA	6,3 - 6,6%
Taux d'augmentation des salaires	1,7%	NA	NA	2%	NA	5 - 8,5%

31.12.19	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	1,0%	2,1%	2,8%	0,3%	0,8%	7,3 - 7,7%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	2,1%	NA	NA	NA	7,3 - 7,5%
Taux d'augmentation des salaires	1,7%	NA	NA	2%	NA	5 - 8,5%

La valeur actuelle totale des obligations futures («Defined Benefit Obligation») s'élève à 113 520 k€ au 31 décembre 2020. Compte tenu de la juste valeur des actifs de couverture des différents régimes au 31 décembre 2020, l'engagement net à cette date s'établit à 58 198 k€.

Le résultat de la période correspond au coût des services rendus, à l'effet de «désactualisation» de l'engagement net du rendement attendu des actifs et à l'amortissement des services passés. Globalement, les charges et les variations de provisions pour engagements et indemnités de retraite conduisent à une charge nette pour l'exercice de 2 941 k€, comptabilisée dans le résultat opérationnel courant à hauteur de 2 091 k€ (charge), et dans le résultat financier à hauteur de 850 k€ (charge).

Par ailleurs, le montant des écarts actuariels générés sur la période et comptabilisés directement en autres éléments du résultat global s'élève à 3 044 k€, hors effet d'impôt, résultant d'une baisse généralisée des taux d'actualisation par rapport au 31 décembre 2019.

	Indemnités de départ en retraite	Engagements complémentaires de retraite au 31.12.2020					Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	

VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION

Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier 2020	27 275	6 481	70 009	3 180	1 617	700	109 262
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 777		297	16	60	63	2 213
Effet de l'actualisation	269	180	1 381	19		35	1 884
Cotisations versées par les salariés							
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime	(110)		(297)	(12)			(419)
Entrée / Sortie de périmètre	193						193
Prestations payées	(1 471)	(458)	(2 447)	(89)	(143)		(4 608)
Nouveaux écarts actuariels	844	536	8 120	30		(5)	9 525
Écart de change et autres	(5)	(566)	(3 829)		(55)	(75)	(4 530)
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.20	28 772	6 173	73 234	3 144	1 479	718	113 520

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier 2020			50 509			564	51 072
Rendement réel des actifs du régime			7 494			21	7 515
Cotisations versées par l'employeur			2 253			75	2 328
Cotisations versées par les salariés							
Réduction / Liquidation de régime			(297)				(297)
Entrée / Sortie de périmètre							
Prestations versées par le régime			(2 447)				(2 447)
Écart de change et autres			(2 785)			(65)	(2 850)
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.20			54 727			595	55 322

COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES

Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	28 772	6 173	18 507	3 144	1 479	123	58 198
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.20	28 772	6 173	18 507	3 144	1 479	123	58 198

COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE SUR L'EXERCICE

Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 777		297	16	60	63	2 213
Effet de l'actualisation	269	180	1 381	19		35	1 884
Rendement attendu des actifs du régime			(1 013)			(21)	(1 034)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime	(110)			(12)			(122)
Charge périodique nette comptabilisée en 2020	1 936	180	665	23	60	77	2 941

VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS

Provision au bilan au 1 ^{er} janvier 2020	27 275	6 481	19 500	3 180	1 617	137	58 190
Cotisations versées par l'employeur			(2 253)			(76)	(2 329)
Charge périodique nette comptabilisée	1 936	180	665	23	60	77	2 941
Prestations payées directement par l'employeur	(1 471)	(458)		(89)	(143)		(2 161)
Entrée de périmètre	193						193
Écarts actuariels	844	536	1 639	30		(5)	3 044
Écart de change et autres	(5)	(566)	(1 044)		(55)	(10)	(1 680)
Provision au bilan au 31.12.20	28 772	6 173	18 507	3 144	1 479	123	58 198

	Indemnités de départ en retraite	Engagements complémentaires de retraite au 31.12.2019					Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	

VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION

Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier 2019	24 382	6 924	55 501	2 934	1 504	598	91 844
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 591		325	15	196	87	2 215
Effet de l'actualisation	404	263	1 663	38		19	2 387
Cotisations versées par les salariés							
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime	(282)		(325)	(3)			(610)
Entrée / Sortie de périmètre	2						2
Prestations payées	(1 595)	(716)	(2 069)	(87)	(131)		(4 598)
Nouveaux écarts actuariels	2 778	(125)	11 710	283		(3)	14 643
Écart de change et autres	(5)	135	3 203		48	(1)	3 380
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.19	27 275	6 481	70 009	3 180	1 617	700	109 262

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier 2019			42 104			505	42 609
Rendement réel des actifs du régime			6 049			33	6 082
Cotisations versées par l'employeur			2 398			15	2 413
Cotisations versées par les salariés						15	15
Réduction / Liquidation de régime			(325)				(325)
Entrée / Sortie de périmètre							
Prestations versées par le régime			(2 069)				(2 069)
Écart de change et autres			2 351			(4)	2 347
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.19			50 509			564	51 072

COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES

Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	27 275	6 481	19 500	3 180	1 617	136	58 190
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.19	27 275	6 481	19 500	3 180	1 617	136	58 190

COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2019

Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 591		325	15	196	87	2 215
Effet de l'actualisation	404	263	1 663	38		19	2 387
Rendement attendu des actifs du régime			(1 282)			(30)	(1 313)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime	(282)			(3)			(285)
Charge périodique nette comptabilisée en 2019	1 713	263	706	50	196	76	3 004

VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS

Provision au bilan au 1 ^{er} janvier 2019	24 382	6 924	13 397	2 934	1 504	93	49 234
Cotisations versées par l'employeur			(2 398)			(28)	(2 426)
Charge périodique nette comptabilisée	1 713	263	706	50	196	76	3 004
Prestations payées directement par l'employeur	(1 595)	(716)		(87)	(131)		(2 529)
Entrée / Sortie de périmètre	2						2
Écarts actuariels	2 778	(125)	6 944	283		(2)	9 877
Écart de change et autres	(5)	135	852		48	(1)	1 029
Provision au bilan au 31.12.19	27 275	6 481	19 500	3 180	1 617	137	58 190

Tableau des fonds investis

	2020		2019	
	Montant	%	Montant	%
Actions	44 136	80%	40 603	80%
Obligations et assimilés	9 854	18%	8 534	17%
Monétaire	723	1%	1 358	3%
Fonds diversifiés	609	1%	577	1%
Valeur de marché des fonds investis	55 322	100%	51 072	100%

Valeur actuelle des engagements

	31.12.20	31.12.19
Valeur de l'obligation	113 520	109 262
Valeur de marché des fonds investis	(55 322)	(51 072)
Valeur actuelle des engagements	58 198	58 190

Analyse de sensibilité

La valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi est sensible aux taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une baisse de 25 points de base des taux d'actualisation sur la valeur présente de l'engagement :

	2020		2019	
	k€	% du DBO	k€	% du DBO
France	978	3,41%	938	3,50%
États-Unis	115	1,86%	539	8,32%
Royaume-Uni	3 781	5,16%	3 932	5,62%
Allemagne	132	4,19%	136	4,29%
Japon	1	0,07%	1	0,06%
Inde	3	0,43%	1	0,11%

6.24. DETTES FINANCIÈRES COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.20			31.12.19		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	306 128	121 092	427 220	80 751	61 773	142 524
Frais d'émission	(1 777)		(1 777)	(1 408)		(1 408)
Passifs de location	31 640	12 585	44 225	35 379	13 581	48 960
Autres dettes envers les établissements de crédit		8 635	8 635		22 446	22 446
Intérêts courus et charge d'intérêt anticipée		1 814	1 814		975	975
Instruments dérivés passifs		1 060	1 060		2 920	2 920
Autres dettes financières					2 434	2 434
Comptes créditeurs de banques		675	675		1 260	1 260
Total dettes financières	335 991	145 861	481 852	114 722	105 389	220 111

Le poste «Emprunts auprès des établissements de crédit» au 31 décembre 2020 inclut notamment :

- Un prêt de 80 M€ à conditions préférentielles souscrit en 2018 auprès de la BEI (Banque Européenne d'Investissement), comptabilisé à sa juste valeur pour un montant de 70,3 M€. La subvention opérationnelle dégagée, supportant les efforts de R&D du Groupe des exercices 2018 à 2021, est étalée sur cette période.
- Le tirage de la ligne de crédit renouvelable («RCF») à hauteur de 113 M€, figurant en dettes financières courantes. Ce crédit renouvelable d'un montant maximum en principal de 115 M€ peut faire l'objet de tirages à toutes fins par Fives jusqu'en décembre 2024. Il n'existe pas de clause de «Clean down». Son utilisation est libre jusqu'à 50 M€ et soumise au-delà au respect d'un ratio de levier trimestriel.

Le Groupe a négocié avec ses partenaires financiers parties au RCF une suspension de l'application de ce ratio de levier trimestriel («covenant holiday») pour 5 trimestres, du 30 juin 2020 au 30 juin 2021, inclus.

Comme détaillé dans la note 3.2, le Groupe a souscrit aux programmes de prêts soutenus par les pouvoirs publics en réponse aux conséquences de la pandémie COVID-19 sur son activité dans divers pays :

- en France: Prêt Garanti par l'État («PGE») de 200 M€, bénéficiant des conditions préférentielles établies par la loi du 23 mars 2020, d'une durée initiale de 1 an avec option d'extension jusqu'à 5 ans à la seule main de l'emprunteur (Fives), comptabilisé à la juste valeur pour un montant de 189,1 M€. La subvention dégagée, supportant l'exploitation du Groupe, est étalée sur la durée estimée du prêt à date, l'hypothèse retenue pour cet étalement dans le cadre de l'établissement des comptes 2020 étant de 4 années, soit pour un montant de 4,1 M€ sur 2020.
- en Italie: prêts garantis par l'État italien pour un total de 30,6 M€ avec des durées de 4 à 5 ans.
- aux États-Unis: 20 M\$ / 16,3 M€ sous la forme de "Main Street Loan Facility" tel que prévu dans le «CARES Act,» avec une durée de 5 ans.

Les autres dettes financières correspondent aux montants empruntés dans le cadre de la convention de trésorerie auprès de la maison-mère Novafives.

Variation par nature des dettes financières

	31.12.20	31.12.19			Détails des autres variations						
			Variation incluse dans le flux de financement	Autres variations	Évolutions contrats / hypothèses	Périmètre	Conversion	Impact revalorisation IFRS 9	Nouveaux engagements de location	Capitalisation des intérêts au TIE	Charge d'intérêts
Emprunts auprès des établissements de crédit	427 220	142 524	279 996	4 701			(1 246)			5 947	
Frais d'émission	(1 777)	(1 408)	(725)	356			38				317
Passifs de location	44 225	48 960	(15 507)	10 773	(2 035)	1 017	(1 227)		13 017		
Autres dettes envers les établissements de crédit	8 635	22 446	(13 807)	(4)			(4)				
Autres dettes financières		2 434	(2 434)								
Intérêts courus	1 814	975	(10 164)	11 003			2 764			(5 947)	14 186
Instruments dérivés passifs	1 060	2 920		(1 859)			(57)	(1 803)			
Comptes créditeurs de banques	675	1 260									
Total passifs financiers	481 852	220 111	237 358	24 969	(2 035)	1 017	268	(1 803)	13 017		14 504

Répartition de la dette par taux (avant opération de couverture)

	31.12.20			31.12.19		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	264 513	162 707	427 220	79 936	62 588	142 524
Frais d'émission	(1 777)		(1 777)	(1 408)		(1 408)
Passifs de location	44 225		44 225	48 959		48 960
Autres dettes envers les établissements de crédit		8 635	8 635		22 446	22 446
Autres dettes financières					2 434	2 434
Intérêts courus	1 814		1 814	975		975
Total emprunts et dettes financières	308 775	171 342	480 117	128 462	87 468	215 931

Répartition de la dette par devises

	31.12.20					31.12.19				
	Euros	USD	GBP	Autres	Total	Euros	USD	GBP	Autres	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	382 669	28 110	8 899	7 542	427 220	116 742	15 417		10 365	142 524
Frais d'émission	(1 278)	(499)			(1 777)	(1 333)	(75)			(1 408)
Passifs de location	29 099	8 234	739	6 153	44 225	30 248	9 658	1 032	8 022	48 960
Autres dettes financières					2 434					2 434
Autres dettes envers les établissements de crédit	8 635				8 635	22 446				22 446
Intérêts courus	1 568	182	1	63	1 814	795	148		32	975
Total emprunts et dettes financières	420 693	36 027	9 639	13 758	480 117	171 332	25 148	1 032	18 419	215 931

6.25. AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

Autres passifs non courants

Le détail des autres passifs non courants est le suivant :

	31.12.20	31.12.19
Dettes envers le personnel	3 892	4 113
Dettes diverses	449	555
Produits constatés d'avance	15 588	7 416
Total	19 929	12 084

Autres passifs courants

Le détail des autres passifs courants est le suivant :

	31.12.20	31.12.19
Dettes fiscales et sociales	122 048	124 836
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	988	1 170
Dettes diverses	29 251	46 573
Total	152 287	172 579

6.26. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers se fait conformément à la politique de gestion définie par le Président. La responsabilité du recensement et de l'évaluation, ainsi que de la couverture des risques financiers dans le respect de la politique du Groupe, appartient à l'entité opérationnelle concernée.

Afin de gérer ses expositions aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

À la date d'arrêté, la juste valeur des produits dérivés, sans prise en compte de la décote non significative liée au risque de contrepartie, se répartit de la façon suivante :

	31.12.20		31.12.19	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Instruments dérivés de change				
Rattachés à une couverture de juste valeur	2 351	1 060	1 359	2 920
Non éligibles à la comptabilité de couverture				

Il n'existe pas d'instrument dérivé de couverture du risque de taux au 31 décembre 2020, comme au 31 décembre 2019.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité du Groupe et de chacune de ses Filiales est étroitement et périodiquement appréciée par Fives à l'aide des procédures de reporting financier du Groupe.

L'analyse suivante porte sur les engagements contractuels des dettes financières, incluant notamment les intérêts à payer.

Ces flux de trésorerie prévisionnels sont calculés jusqu'à l'échéance contractuelle des dettes auxquelles ils se rattachent. Les intérêts futurs à taux variables sont figés sur la base du dernier coupon fixé pour la période en cours et sur la base des fixings applicables en date d'arrêté pour les flux liés aux échéances ultérieures.

Les flux futurs de trésorerie présentés n'ont pas fait l'objet d'actualisation.

	Valeur bilan	< 1 an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	entre 3 et 4 ans	entre 4 et 5 ans	> 5 ans
Instruments financiers non dérivés							
Emprunts auprès des établissements de crédit	246 763	129 726	21 118	24 355	23 068	24 206	24 290
Passifs de location	44 225	12 585	8 621	6 737	5 274	4 336	6 672
Total dettes brutes à long terme	290 988	142 311	29 739	31 092	28 342	28 542	30 962
PGE France	189 092						
Total dettes brutes à long terme	480 080						
Frais d'émission	(1 777)	(459)	(414)	(414)	(373)	(99)	(19)
Total dettes à long terme	478 303						
Intérêts sur dettes à long terme		3 477	3 775	3 086	2 398	1 634	1 850

Cette analyse exclut les actifs financiers et notamment les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances clients qui s'élèvent respectivement à 300,2M€ et 376,5M€ au 31 décembre 2020.

Il est rappelé que le Groupe dispose d'une ligne de crédit renouvelable de 115M€ utilisable à toutes fins jusqu'en décembre 2024, tirée à hauteur de 113M€ au 31 décembre 2020. La condition de respect d'un ratio de levier trimestriel encadrant l'utilisation de cette ligne de crédit au-delà de 50M€ a été suspendue entre juin 2020 et juin 2021 inclus.

Le PGE France a une durée initiale de 1 an, prorogeable à la seule main de Fives de 1 à 5 ans supplémentaires. Il est d'ores et déjà acquis que le Groupe activera l'option d'extension pour au minimum trois années supplémentaires. Le prêt sera ensuite remboursable par annuité constante sur la durée de la période de prorogation, le premier remboursement intervenant ainsi en juillet 2022.

Risque de taux d'intérêt

Les trois tranches tirées sur le prêt consenti par la BEI en juin 2018 pour un total de 80M€ ont été chacune souscrites à taux fixe.

La dette à taux variable de 171,3M€ est inférieure au montant de la trésorerie active de 300M€.

La trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie sont placés majoritairement sur des supports de rémunération à taux variable (notamment OPCVM monétaires indexés sur l'Eonia). Les instruments à taux fixe sont de type compte à terme ou certificats de dépôts de maturité maximale à trois mois.

Le risque de taux est donc globalement adossé par le rendement de la trésorerie placée à taux variable.

Une position similaire a été retenue pour les emprunts bancaires souscrits localement, le coût de portage d'une couverture à taux fixe étant jugé à ce jour plus défavorable que l'exposition au risque de taux.

Analyse de sensibilité au risque de taux

Le Groupe est soumis au risque de variation des taux d'intérêt sur son résultat compte tenu :

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement à taux variable ;
- des flux de trésorerie relatifs aux placements à taux variable.

L'analyse suivante de sensibilité du résultat 2021 au risque de taux est effectuée en supposant que :

- le montant des dettes financières au 31 décembre 2020 est réduit à hauteur des remboursements contractuels à effectuer au cours de l'année 2021 ; aucune mise en place d'instruments de couverture du risque de taux ne sera réalisée ;
- la trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie, par devise et par taux, restent constants sur l'année par rapport à leur montant au 31 décembre 2020.

Dans un potentiel environnement de taux négatifs, l'analyse de sensibilité a été réalisée avec une hausse de 1%, d'une part, et avec une baisse de 1%, d'autre part. L'analyse tient également compte des planchers contractuels applicables aux taux de référence des emprunts du Groupe.

Impact du calcul de sensibilité		
	- 1%	+ 1%
Dettes à taux variable	5	(477)
Trésorerie placée à taux variable		2 514
Impact résultat	5	2 037

Le résultat 2020 ne serait pas significativement impacté par une baisse des taux d'intérêts de 1%. Une hausse des taux d'intérêt de 1% aurait un impact positif de 2M€, la hausse de la rémunération de la trésorerie venant compenser la charge d'intérêt additionnelle sur la dette à taux variable.

Risque de change

Dettes financières en devises

Le Groupe a historiquement majoritairement financé en euro, sa monnaie de référence, l'acquisition de sociétés aux États-Unis. Les décaissements ainsi occasionnés ont été refinancés par la mise en place de prêts descendants à long terme, libellés en USD, vers les sociétés opérationnelles acquises ou la holding du Groupe aux US. Les emprunts en USD contractés occasionnellement en France pour compléter le financement des acquisitions et activités aux US sont venus à échéance et ont été remboursés en 2020.

Le nominal exposé au risque de change sur les prêts intragroupe libellés en USD émis par la France s'élevait à 176,7M\$ au 31 décembre 2020.

En outre, le Groupe a initié en décembre 2012 la réorganisation de ses activités au Royaume-Uni, via notamment le reclassement de ses actifs opérationnels sous une même société anglaise, Fives UK Holding Ltd. Cette dernière s'était endettée auprès de Fives afin de procéder à ces rachats. Le solde de ce prêt a été converti en capital en totalité en juin 2020, faisant ainsi disparaître l'exposition correspondante au risque de change EUR/GBP.

Risque de change opérationnel

Le Groupe est principalement exposé au risque de change via des positions nettes créées par la négociation de contrats à l'export dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société contractante.

Les principaux couples de devises de risque sont l'EUR/USD, le USD/CAD, le JPY/EUR et le CNY/EUR.

Le Groupe s'efforce par contrat de limiter l'exposition de sa marge opérationnelle au risque de change en positionnant des achats dans la ou les devises de vente, afin de bénéficier d'une couverture naturelle.

Les risques de change résiduels nets sont couverts dès leur naissance essentiellement par le biais de contrats de change à terme et/ ou la mise en place de polices Bpifrance Assurance, Change (Filiales françaises).

Analyse de sensibilité au risque de change

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans la monnaie de présentation de celui-ci (euro).

Exposition au 31 décembre 2020, prêts USD, nominal et intérêts prévisionnels 2021

Le nominal des prêts d'acquisition libellés en USD, s'élève à 176,7 M\$ au 31 décembre 2020 et le produit prévisionnel d'intérêts 2021 à 9,2M\$. Aucune opération de couverture n'était en place au 31 décembre 2020.

L'exposition nette ressort ainsi à 185,9M\$ ou 151,5M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

La sensibilité de cette exposition en devises à une variation de 10 cents du cours de change EUR/USD serait la suivante en 2021:

	TC-10c	TC	TC+10c
Prêts USD			
Cours de clôture	1,1271	1,2271	1,3271
Créance nette après couverture	164,9	151,5	140,0
Impact résultat 2021	13,4		(11,5)

Exposition nette au 31 décembre 2020, prêts USD, cash-flows prévisionnels 2021

Les cash-flows attendus en 2021 au titre des prêts intra-groupe d'acquisition libellés en USD (échéances d'intérêts et capital), en considérant un respect des échéanciers contractuels en place, s'élèvent à 12,7M\$.

L'exposition cash sur les flux de trésorerie prévisionnels en USD en 2021, ressort donc à 12,7M\$, soit 10,3M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

Contrats commerciaux

Le risque de change sur les contrats commerciaux est généralement couvert par des instruments de marché, éligibles à la comptabilité de couverture en juste valeur. Les éléments financiers relatifs aux contrats commerciaux faisant l'objet d'une couverture contre le risque de change sont valorisés au taux des couvertures.

Les sociétés mesurent régulièrement l'efficacité de leurs couvertures de change au regard de l'évolution des sous-jacents couverts.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En effet, le Groupe mène une gestion attentive du risque de crédit sur ses créances commerciales, détaillée en note 6.18.

Risque lié aux autres actifs financiers

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d'intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan.

Risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement déposés auprès des banques commerciales de premier rang finançant l'activité du Groupe.

6.27. VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

Les méthodes retenues sont décrites dans les principes comptables. Le Groupe n'a pas identifié de différences significatives entre la valeur comptable et la valeur de marché des différents actifs et passifs financiers du bilan, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau de juste valeur.

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) :

- catégorie de niveau 1: instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie de niveau 3: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les actifs financiers disponibles à la vente et OPCVM monétaires rentrent dans la catégorie de niveau 1 et les instruments dérivés de change et de taux rentrent dans la catégorie de niveau 2. Les passifs liés aux acquisitions (dettes de complément de prix et engagements de rachat) rentrent dans la catégorie de niveau 3.

6.28. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Avals, cautions et autres

	31.12.20	31.12.19
Engagements donnés	235 734	293 183
Engagements reçus	33 974	35 668

Les avals, cautions et autres ci-dessus correspondent aux engagements donnés ou reçus dans le cadre du financement des affaires en cours d'exécution et des garanties de bonne fin données sur les contrats.

Nantissements

À la sûreté et en garantie des obligations (i) de Novafives en qualité d'émetteur au titre de l'émission obligataire en date du 26 avril 2018 et (ii) de Novafives et de Fives en qualité d'emprunteurs au titre du contrat de crédit renouvelable en date du 26 avril 2018, Novafives a notamment consenti, au profit des prêteurs obligataires et des prêteurs du contrat de crédit renouvelable, un nantissement de compte-titres portant sur l'ensemble des titres qu'elle détient.

6.29. PARTIES LIÉES

Les parties liées sont principalement :

- les actionnaires de Fives ;
- les entreprises associées ;
- les entités contrôlées non consolidées du fait de leur très faible importance.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n'a été réalisée avec les parties liées.

Rémunération des principaux dirigeants

En 2020, les rémunérations globales directes et indirectes perçues de Fives ou de ses Filiales par le Président et les membres du comité de Direction Générale, soit 9 personnes au total, se sont élevées à 3 631k€.

6.30. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Fives et de ses Filiales figurant dans les comptes consolidés des périodes arrêtées au 31 décembre 2020 et 2019 s'élève respectivement à :

	2020			2019		
	Audit légal	Autres missions	Total	Audit légal	Autres missions	Total
Deloitte	699	135	833	721	178	899
Ernst & Young	743	122	865	762	106	868
Autres	528		528	567		567
Total	1 970	256	2 227	2 051	284	2 334

6.31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Il n'est pas intervenu d'événement postérieur à la clôture pouvant présenter une incidence significative sur les comptes consolidés au 31 décembre 2020 ou l'information financière.

6.32. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2020

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
HOLDINGS ET FILIALES NON AFFECTÉES AUX SECTEURS OPÉRATIONNELS				
Fives *	Paris, France			Société Mère
FI 2006 *	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives UK Holding Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Italy S.r.l.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Shanghai Fives Automation & Processing Equipment Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Japan KK	Japon	IG	100.00	100.00
Fives Maintenance *	Montévrain, France	IG	100.00	100.00
Fives Nordon *	Nancy, France	IG	100.00	100.00
AddUp SAS	Cébazat, France	MEE	50.00	50.00
Fives Real Estate	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Nancy	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Héricourt	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Val d'Europe	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Golbey	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Ronchin	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Le Bignon	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Capdenac	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Mios	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Lorient	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Plœmeur	Paris, France	IG	100.00	100.00
SMART AUTOMATION SOLUTIONS				
Fives Intralogistics SAS *	Grigny, France	IG	100.00	100.00
Fives Syleps *	Lorient, France	IG	100.00	100.00
Fives Conveying *	Montévrain, France	IG	100.00	100.00
Fives Conveying Iberica	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic *	Héricourt, France	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics S.P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives DyAG Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic Mexico SA de CV	Mexique	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics K.K.	Japon	IG	100.00	100.00
HIGH PRECISION MACHINES				
Fives Landis Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Grinding Mexico SAPI de CV	Mexique	IG	51.00	51.00
Fives Machining Systems Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Lund LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Liné Machines Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
4192567 Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Sogelire Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Landis Limited	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives Landis GmbH	Allemagne	IG	100.00	100.00
Fives Giustina S.r.l.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Machining *	Saint-Laurent-les-Tours, France	IG	100.00	100.00
Daisho Seiki Corporation	Japon	IG	100.00	100.00
Daisho Seiki Korea Co., Ltd.	Corée du Sud	IG	85.46	85.46
Daisho Seiki American Corporation	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Korea Inc.	Corée du Sud	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Filling & Sealing K.K.	Japon	IG	100.00	100.00
Fives Filling & Sealing *	Le Bignon, France	IG	100.00	100.00

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
PROCESS TECHNOLOGIES				
Fives FCB *	Villeneuve d'Ascq, France	IG	100.00	100.00
Fives FCB Services Mexico S.A. de C.V.	Mexique	IG	99.90	99.90
Fives Pillard	Marseille, France	IG	85.20	85.20
Fives Pillard España S.A.U.	Espagne	IG	100.00	85.20
Fives Pillard Deutschland GmbH	Allemagne	IG	47.50	40.47
Fives Combustion Systems Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Cail *	Ronchin, France	IG	100.00	100.00
Fives Cail KCP Ltd.	Inde	MEE	40.00	40.00
Fives Lille do Brasil Ltda.	Brésil	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion France SAS *	Marseille, France	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Netherlands BV	Pays-Bas	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Spain S.L.	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion UK, Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
North American Construction Services Ltd.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cryo *	Golbey, France	IG	100.00	100.00
Fives Cryo (Suzhou) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Cryomec A.G.	Suisse	IG	100.00	100.00
Fives Cryo Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Itas S. P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Bronx, Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Bronx Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives OTO S.P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
F.L. Métal *	Seclin, France	IG	100.00	100.00
Fives DMS *	Lezennes, France	IG	100.00	100.00
Fives ST Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Steel Spain SA	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives Keods *	Maisons-Alfort, France	IG	100.00	100.00
Fives Stein *	Maisons-Alfort, France	IG	100.00	100.00
Fives Celes *	Lautenbach, France	IG	100.00	100.00
Fives Stein Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Stein India Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Stein Metallurgical Technology (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Stein Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives India Engineering & Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Solios *	Le Pecq, France	IG	100.00	100.00
PSA 2000 *	Le Pecq, France	IG	100.00	100.00
PSA 2000 Saudi Arabia Ltd.	Arabie Saoudite	IG	100.00	100.00
Fives Services Gulf S.P.C.	Bahreïn	IG	100.00	100.00
Fives Solios Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Solios Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Services Southern Africa (Pty) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100.00	100.00
Fives Services Mzansi (Pty) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100.00	100.00
Fives ECL *	Ronchin, France	IG	100.00	100.00
Fives Services Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Services Gulf DMCC	Emirats Arabes Unis	IG	100.00	100.00
Fives Services Australia PTY Ltd.	Australie	IG	100.00	100.00
Cincinnati Machine International, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Giddings & Lewis, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00

* Sociétés incluses dans le périmètre de l'intégration fiscale Orsay.

IG: sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale

MEE: sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2020

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Tour First - TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIÉS
Tour Majunga - 6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
SAS au capital de 2 188 160€
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Aux associés de la société Fives,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société FIVES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Comme il est décrit dans les notes 2.5, 2.9, 2.14 et 6.12 de l'annexe aux comptes consolidés, les écarts d'acquisitions font l'objet d'un test de dépréciation. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les estimations de flux de trésorerie futurs et les hypothèses utilisées, et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.
- Comme il est indiqué dans les notes 2.5, 2.18, 2.19 et 2.20 de l'annexe aux comptes consolidés, les résultats sur les contrats de construction et les contrats de services à long terme sont dégagés à l'avancement sur la base d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à

terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement de ces contrats. Ces estimations sont effectuées sur chaque contrat sous le contrôle de la direction.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à prendre connaissance des processus mis en place dans ce cadre, à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et à comparer ces estimations comptables clés des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

- Comme il est indiqué dans les notes 2.5 et 2.27 de l'annexe aux comptes consolidés, les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à une entité fiscale une assurance raisonnable de récupération. Nous avons examiné les prévisions financières et les hypothèses utilisées et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 29 mars 2021

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Pierre Jouanne

DELOITTE & ASSOCIÉS
Pascal Colin

TEXTE DES RÉSOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels,
- et pris connaissance des comptes annuels,

approuve les comptes de la Société arrêtés au 31 décembre 2020 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître une perte de 100 843 177,88 €.

L'Assemblée générale approuve également le montant global de certaines charges non déductibles fiscalement s'élevant à 50 889 € ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 14 249 €.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, sur proposition du Président, décide d'affecter la perte de l'exercice de 100 843 177,88 € au poste report à nouveau ce qui aura pour effet d'en ramener le montant à 211 655 730,82 €.

L'Assemblée générale constate qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois exercices précédents.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2020,
- et pris connaissance des comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la Société arrêtés au 31 décembre 2020 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un résultat net part du Groupe de (75 113) k€.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce, approuve les termes de ce rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence des décisions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion au Président.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence des décisions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion au Directeur Général Délégué.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide, conformément à l'article 16.1 des statuts de la Société:

- de renouveler pour une durée de trois exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023, le mandat de membre du Comité de Surveillance de:
 - Monsieur François DUFRESNE,
 - Monsieur Dominique GAILLARD,
 - Madame Heyoung H LEE BOUYGUES,
 - Monsieur Jean-Georges MALCOR,
 - Monsieur Antonio MARCEGAGLIA,
 - Madame Laurence PARISOT,
 - Monsieur Philippe REICHSTUL,
- de nommer en qualité de nouveau membre du Comité de Surveillance pour une durée de trois exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023:
 - Monsieur Stéphane GUICHARD, né le 24 novembre 1977 à la Rochelle (17), de nationalité française, demeurant 4 rue du Cardinal Mercier, 75009 Paris.

HUITIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Président et après avoir pris connaissance (i) des statuts de la Société en vigueur et (ii) du projet de nouveaux statuts, décide :

- de compléter ou modifier la rédaction des articles suivants des statuts :
 - Article 5 (Durée),
 - Article 16 (Comité de Surveillance),
 - Article 17 (Comités),
 - Article 18 (Institutions représentatives du personnel),
 - Article 20 (Champ d'application),
 - Article 21 (Mode de délibération),
 - Article 22 (Stipulations générales),
 - Article 23 (Quorum – Majorités),
 - Article 25 (Commissaires aux comptes),
 - Article 28 (Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social),
- d'adopter les articles modifiés ci-dessus mentionnés, puis dans son ensemble, le texte des nouveaux statuts dont un exemplaire est et demeurera annexé au présent procès-verbal (Annexe).

NEUVIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au cabinet d'avocats STANCE sis 37-39 avenue de Friedland, 75008 Paris, France, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 429 559 586, de, au nom et pour le compte de la Société, faire auprès du greffe du Tribunal compétent et/ou au centre de formalités des entreprises, les formalités subséquentes au Registre du Commerce et des Sociétés concernant ladite Société, procéder si nécessaire à tout enregistrement auprès du service des impôts compétent ; en conséquence, faire toutes démarches, effectuer tout dépôt de pièces, et en général, faire tout ce qui sera nécessaire.

Fives

S.A.S. au capital de 102 723 764 €
Siège social: 3 rue Drouot, 75009 Paris
542 023 841 R.C.S. PARIS – APE 7010Z
Téléphone: +33 (0)1 45 23 75 75 - Fax: +33 (0)1 45 23 75 71
E-mail: contact@fivesgroup.com
www.fivesgroup.com

Édité par la Direction de la Communication de Fives

Créé par Le Square: +33 (0)1 45 06 56 44
Photographies: Fives, Le Square
Copyright © 2021 - Fives - Tous droits réservés

